



ICIEC

SOCIÉTÉ ISLAMIQUE D'ASSURANCE
DES INVESTISSEMENTS ET DES
CRÉDITS À L'EXPORTATION



ASSURER LE
DÉVELOPPEMENT
PENDANT
LA CRISE DE
LA COVID-19

RAPPORT ANNUEL SUR L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT



مجموعة البنك الإسلامي للتنمية
Groupe de la Banque Islamique de Développement

Table Des Matières

AU SUJET DE LA SOCIÉTÉ ISLAMIQUE D'ASSURANCE DES INVESTISSEMENTS ET DES CRÉDITS À L'EXPORTATION	4
MESSAGE DU PRÉSIDENT	6
MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	8
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	10
Empreinte de la SIACE sur le développement	10
Produits de la SIACE pour le développement	13
Cadre d'efficacité du développement de la SIACE	14
INTRODUCTION	18
La théorie du changement de la SIACE	19
Contribution au développement de la SIACE	20
PROTÉGER LES ACQUIS DU DÉVELOPPEMENT DURANT LA PANDÉMIE	22
Les défis que pose la COVID-19 pour le développement	23
Impacts de la COVID-19 sur les parties prenantes de la SIACE	25
Réponse de la SIACE à la COVID-19	25
AIDER LE SECTEUR DES EXPORTATIONS À ABORDER LES RISQUES LIÉS À LA COVID-19	26
FOURNIR DU FINANCEMENT CONFORME À LA CHARIA À L'APPUI DES EFFORTS D'ENDIGUEMENT DE LA COVID-19	34
CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES DURANT LA COVID-19	38
CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURANT LA COVID-19	46
L'AVENIR	50

Liste des Figures et Tableaux

Figure 1	Théorie du changement de la SIACE	19
Figure 2	Impact de la pandémie de la COVID-19 sur les objectifs de développement durable	24
Figure 3	Impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'ODD 3	25
Figure 4	Impact de la COVID-19 sur l'ODD 8	26
Figure 5	Calendrier de la réponse de la SIACE à la COVID-19	31
Figure 6	Scénarios potentiels de diminution des exportations des pays de l'OCI (% entre 2019 et 2020)	35
Figure 7	Comparaison de la diminution des exportations facilitées par la SIACE aux scénarios potentiels entre 2019 et 2020	35
Figure 8	Exportations intra-OCI assurées en 2019 et 2020	36
Figure 9	Montant total des exportations assurées pour les LDMC, 2016 - 2020	36
Figure 10	Part des activités assurées avec des OCE nationaux, 2020	37
Figure 11	Nombre de pays ayant des polices BMP actives	40
Figure 12	Investissements assurés dans les pays membres, 2020	44
Figure 13	Activités assurées par la SIACE par secteur stratégique en 2020	45
Figure 14	Répartition des banques émettrices appuyées dans les pays membres LIC/LDC	47
Figure 15	L'insécurité alimentaire dans les 10 principaux pays membres de l'OCI	50
Figure 16	Activités agricoles assurées par région (exposition)	52

Liste des Acronymes

AATB	Arab-Africa Trade Bridges Program
AIE	Agence Internationale de l'Énergie
BID	Banque Islamique de Développement
BMP	Police d'assurance globale de banque
CSTP	Police globale à court terme
DCIP	Police d'assurance-crédit documentaire
FMI	Fonds Monétaire International
ICERI	Initiative de riposte et de résilience à la COVID-19 de la SIACE et de l'ISFD
IDE	Investissement direct étranger
IFN	Islamic Finance News
ITFC	Société islamique internationale de financement du commerce
LC	Lettres de crédit
LDC	Pays moins avancés
LDMC	Pays les moins avancés
LIC	Pays à faible revenu
NHSFO	Non-respect des obligations financières souveraines
OCE	Organisme de crédit à l'exportation
OCI	Organisation de la Coopération Islamique
ODD	Objectif de développement durable
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PME	Petite et moyenne entreprise
SBI	State Bank of India
SIACE	Société Islamique d'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation
SMBC	Sumitomo Mitsui Banking Corporation
SPRF	Programme de préparation et de riposte rapide stratégique
STEG	Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz
STP	Police de transaction spécifique
UN DESA	Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies



**AU SUJET DE
LA SOCIÉTÉ
ISLAMIQUE
D'ASSURANCE DES
INVESTISSEMENTS
ET DES CRÉDITS À
L'EXPORTATION**



Établie en 1994 comme institution multilatérale et membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement (Groupe de la BID), la SIACE a comme mandat d'encourager le commerce transfrontalier et les investissements directs étrangers (IDE) pour ses pays membres.

La SIACE a comme mission de rendre le commerce et l'investissement entre les pays membres et le monde plus sécuritaires grâce à des outils d'atténuation des risques conformes à la Charia. Sa vision : être reconnue comme le catalyseur privilégié du commerce et de l'investissement pour le développement économique durable dans les pays membres. La SIACE est la seule société d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation au monde à proposer des solutions d'assurance et de réassurance conformes à la Charia. Aujourd'hui, la SIACE soutient les flux commerciaux et d'investissement dans 47 pays membres d'Europe, d'Asie, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Afrique.

La SIACE propose des solutions d'atténuation de risques aux exportateurs de ses pays membres. En les protégeant contre les risques commerciaux et politiques, les exportateurs peuvent vendre leurs produits et services dans le monde, et accéder à de nouveaux marchés en toute confiance. Elle offre aussi une couverture contre les risques aux investisseurs qui désirent investir dans les pays membres de la SIACE. Et afin de promouvoir le développement économique durable dans ses pays membres, la SIACE soutient également l'importation de produits de base stratégiques à ses pays membres.

La SIACE propose aussi un soutien non financier sous forme d'assistance technique aux organismes de crédit à l'exportation (OCE) des pays membres. En renforçant la capacité des OCE nationaux, elle permet à ces institutions d'offrir un soutien adéquat aux exportateurs des pays membres.

Message du Président

L'année 2020 aura été l'une des plus éprouvantes de notre histoire récente. La pandémie de la COVID-19 s'est propagée à travers la planète, nul pays ou société n'y ayant échappé, et mis en péril les progrès des dernières décennies réalisés par nos pays membres au titre du développement. La pandémie continue de perturber les moyens de subsistance de millions de personnes, d'ébranler les entreprises petites et grandes du monde entier, et de bousculer l'économie mondiale. La COVID-19 a également déstabilisé de nombreuses stratégies de développement, les pays membres ayant été forcés de délaisser l'accent sur des objectifs de développement à long terme pour des demandes plus immédiates, y compris des mesures d'urgence pour aborder la hausse du chômage et la surcharge sur les systèmes de soins de la santé.



Il n'est dès lors guère étonnant que le thème principal du présent Rapport annuel sur l'efficacité du développement porte sur la pandémie de la COVID-19, puisque la SIACE l'a maintenue bien en vue dans sa stratégie afin d'accompagner ses pays membres à travers la crise. Nous espérons que ce rapport saura informer les pays membres et autres parties prenantes quant au travail qu'a fait la SIACE pour contrer les répercussions négatives de la pandémie et sur son engagement soutenu à promouvoir le développement humain et le bien-être dans ses pays membres.

‘ Durant cette année sans précédent, la SIACE a gardé à l’œil sa responsabilité de faciliter les programmes de développement des pays membres et de les accompagner dans leur cheminement vers un développement durable

La SIACE a travaillé avec ses partenaires du Groupe de la Banque Islamique de Développement (GBID) et d’ailleurs, pour développer et mettre en place des solutions innovantes et efficaces pour compenser les effets dévastateurs de la pandémie à plusieurs égards. Depuis l’écllosion de la pandémie, le Groupe de la BID a pris des mesures considérables et décisives pour lutter contre les répercussions socioéconomiques et sanitaires de la COVID-19, en engageant une somme de plus d’USD 2,4 milliards pour venir en aide aux pays membres et aux communautés musulmanes de pays non-membres.

L’année 2020 a présenté de graves revers, mais elle a également permis de créer des opportunités de progrès, de partenariat et de développement. La SIACE a continué à protéger les entreprises, surtout les PME, en leur proposant toute une gamme de solutions d’assurance, afin de maintenir l’accès à du financement et de protéger les chaînes d’approvisionnement transfrontalières. La SIACE a également maintenu son engagement envers la facilitation du développement et de la croissance de la finance islamique dans les pays membres, qui est essentielle pour le développement économique. En 2020, la SIACE a fait en sorte que les chaînes d’approvisionnement demeurent intactes, que les investissements soient protégés et que la santé et les moyens de subsistance des citoyens soient priorités.

Durant l’année, la SIACE a aussi maintenu son engagement envers les Objectif de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, en mettant l’accent sur l’ODD 3 (Bonne santé et bien-être), l’ODD 9 (Industrie, innovation

et infrastructure), et l’ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs). En 2020, la SIACE a facilité diverses initiatives de soins de la santé d’une valeur d’USD 370 millions, des projets d’infrastructure d’une valeur supérieure à USD 586 millions et établi de nombreux nouveaux partenariats. Les ODD demeurent des balises dans le parcours du développement de la SIACE, et ils sont névralgiques pour façonner la stratégie et les résultats de développement de la SIACE.

Durant cette année sans précédent, la SIACE a gardé à l’œil sa responsabilité de faciliter les programmes de développement des pays membres et de les accompagner dans leur cheminement vers un développement durable. La SIACE est résolue à affronter les défis de l’heure et à aider les pays membres à reprendre leur cheminement de développement, et ce faisant à créer un monde meilleur pour la prochaine génération.



Dr. Bandar M. H. Hajjar

Chairman of the Board of Directors

Message du Directeur Général

La pandémie planétaire de la COVID-19 a perturbé de manière considérable de nombreux aspects du quotidien de millions de personnes de la planète, y compris les citoyens de nos pays membres et de leurs entreprises. Les répercussions de cette crise perdureront vraisemblablement pendant plusieurs années. En présence de ralentissements économiques, de fermetures de frontières et de restrictions commerciales, la SIACE a continué à soutenir résolument ses clients et partenaires dans leurs efforts d'endiguement de la pandémie, et à faire en sorte de protéger la santé de tous les citoyens et d'assurer la robustesse et la résilience des économies et transactions commerciales de nos pays membres.



Dans un contexte de volatilité extrême, la SIACE a su être un partenaire fiable en transformant des incertitudes en risques gérables. Dans une année caractérisée par des perturbations sociales et économiques dévastatrices, la SIACE a continué de protéger le commerce et de faciliter les investissements dans des pays membres, en appuyant les exportateurs pour maintenir les flux commerciaux et en facilitant la réalisation de grands projets d'infrastructure pour aborder les initiatives critiques de soins de la santé. En 2020, la SIACE a facilité des transactions assurées d'une valeur supérieure

La pandémie n'est certes pas terminée, mais une chose est certaine : la SIACE continuera de soutenir ses pays membres, clients et partenaires pour que nous puissions vaincre cette crise ensemble et que nous puissions tous adopter cette nouvelle normalité, plus forts et résilients que jamais

à USD 9,86 milliards, dont un soutien aux soins de la santé d'USD 370 millions qui s'est révélé critique pour assurer la riposte à la crise de la COVID-19.

Nous sommes particulièrement fiers d'une transaction, soit une couverture d'EUR 143 millions à l'égard d'une infrastructure essentielle de soins de la santé en Côte d'Ivoire, pour laquelle nous avons mérité le prix Islamic Finance News' Sovereign and Multilateral Deal of the Year 2020. La transaction portait sur l'aménagement de deux nouveaux hôpitaux dans les villes d'Adzope et d'Aboisso, la construction de cinq nouvelles unités médicales dans des hôpitaux existants du pays et l'embauche d'environ 600 personnes locales. Grâce à cette transaction, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a réalisé les objectifs de son Programme de développement national pour 2016-2020, ce qui atteste du rôle de la SIACE sur le développement, à l'appui du déploiement des programmes de développement de nos pays membres.

Afin de pouvoir endiguer efficacement la pandémie de la COVID-19 dans le monde, les gouvernements, institutions financières, entreprises et autres partenaires stratégiques du monde entier doivent travailler en concertation pour trouver des solutions. La SIACE met à profit ses partenariats pour appuyer ses pays membres et promouvoir les investissements intra-OCI. La promotion des investissements intra-OCI fait partie du mandat de la SIACE et représente un moyen efficace d'atténuer les impacts de la pandémie alors qu'ils favorisent l'unité, donnent accès à des marchés mondiaux plus grands, et renforcent la base économique

islamique. En 2020, nous avons continué de favoriser ces investissements en renforçant nos partenariats avec les pays membres et leurs organismes de crédit à l'exportation (OCE) nationaux de manière à pouvoir diversifier et accroître leurs exportations. Ce faisant, nous avons pu assurer des exportations d'une valeur d'USD 7,88 milliards. La SIACE a aussi tiré parti de ses partenariats au sein du Groupe de la BID pour élaborer des stratégies de réduction des répercussions socioéconomiques de la pandémie et aider les pays membres à bâtir de la résilience pour endiguer les éclosions, y compris sa collaboration avec la BID au "Programme stratégique spécial de préparation et de riposte", en vertu duquel la SIACE a émis de l'assurance-crédit et de l'assurance risque politique d'une valeur d'USD 150 millions pour appuyer l'importation de produits de base stratégiques et protéger des investissements.

La pandémie n'est certes pas terminée, mais une chose est certaine : la SIACE continuera de soutenir ses pays membres, clients et partenaires pour que nous puissions vaincre cette crise ensemble et que nous puissions tous adopter cette nouvelle normalité, plus forts et résilients que jamais. Pour l'avenir, la SIACE renouvelle son accent sur le rétablissement des effets de la pandémie et des pays membres, la durabilité étant la priorité.



Oussama Abdul Rahman KAISSI
Directeur Général

Résumé Analytique

Empreinte de la SIACE sur le Développement

Montant total des activités facilitées



2020

USD 9.860 millions

Depuis la création

USD 73.512 millions

Montant total des exportations facilitées

2020

USD 7.884 millions

Depuis la création

USD 58.577 millions



Montant total des investissements facilités



2020

USD 1.977 millions

Depuis la création

USD 14.935 millions

Commerce et investissement intra-OCI

Exportations intra-OCI assurées



2020

**USD 4.468
millions**

Depuis la création

**USD 28.519
millions**

Investissement intra-OCI assuré

2020

**USD 588
millions**

Depuis la création

**USD 5.771
millions**



Pays membres les moins avancés

Investissements assurés dans les PM les moins avancés



2020

**USD 511
millions**

Depuis la création

**USD 3.392
millions**

Exportations assurées dans les PM les moins avancés

2020

**USD 14.940
millions**

Depuis la création

**USD 288
millions**



Secteurs

Agriculture



2020

**USD 42
millions**

Depuis la création

**USD 1.383
millions**

Énergie



2020

**USD 5.396
millions**

Depuis la création

**USD 27.332
millions**

Infrastructure



2020

**USD 586
millions**

Depuis la création

**USD 4.711
millions**

Industrie manufacturière



2020

**USD 2.103
millions**

Depuis la création

**USD 22.552
millions**

Santé



2020

**USD 370
millions**

Depuis la création

**USD 1.797
millions**

Services



2020

**USD 861
millions**

Depuis la création

**USD 6.396
millions**

Produits de la SIACE pour le développement

Facilitation du commerce intra-OCI

Police d'assurance-crédit documentaire

Grâce à sa Police d'assurance-crédit documentaire, la SIACE appuie directement le réseau de correspondance international des banques de ses pays membres. Les importateurs et exportateurs des pays membres de la SIACE demandent que leurs banques soutiennent leurs transactions dans des marchés dans lesquels elles n'ont pas forcément de relations de correspondance. L'assurance de la SIACE permet aux banques d'assumer des risques de banques correspondantes avec des institutions financières qui ne figurent pas dans leur réseau bancaire international. Cela est essentiel pour faciliter les modalités de paiement et permettre aux importateurs de satisfaire leurs besoins en financement à court terme. L'assurance de la SIACE atténue les risques commerciaux et politiques des transactions interbancaires, ce qui permet aux banques d'accroître leurs activités de financement du commerce et de soutenir ainsi les importateurs et exportateurs locaux.

Amélioration de l'accès aux marchés et au financement

Produits d'assurance-crédit

Les produits d'assurance-crédit de la SIACE atténuent les risques commerciaux et politiques liés aux transactions conclues à compte ouvert entre des exportateurs et des importateurs. En protégeant le produit des ventes, l'assurance de la SIACE protège la poursuite des activités commerciales des exportateurs qui ont déjà des relations avec des acheteurs étrangers et en recherchent de nouvelles. Les exportateurs se sentent aussi plus à l'aise de négocier des contrats de plus grande valeur et d'aborder des marchés potentiellement plus risqués. L'assurance-crédit de la SIACE facilite aussi l'accès au financement de fonds de roulement pour les exportateurs, car elle peut représenter une garantie attrayante pour les banques des exportateurs.

Pour les acheteurs locaux, les solutions d'assurance-crédit de la SIACE favorisent aussi l'accès à du financement à long terme et à moyen terme. Grâce à l'assurance de la SIACE, les



L'assurance de la SIACE atténue les risques commerciaux et politiques des transactions interbancaires, ce qui permet aux banques d'accroître leurs activités de financement du commerce et de soutenir ainsi les importateurs et exportateurs locaux.

banques sont disposées à financer les investissements en capital des acheteurs, si bien que les fournisseurs étrangers (provenant d'un pays membre ou non membre) peuvent vendre leurs biens d'équipement à un acheteur d'un pays membre et ce faisant faciliter la fabrication locale ou les investissements en capital des entreprises locales et des gouvernements.

Amélioration de l'accès aux services de financement islamique

Police d'assurance globale de banque

La police globale de banque de la SIACE permet à un exportateur d'obtenir un financement islamique de fonds de roulement de la part de sa banque sur la base d'un contrat de vente. L'assurance de la SIACE atténue non seulement les risques commerciaux et politiques sous-jacents pour la banque, mais elle aide la banque à structurer le financement islamique. La facilité de fonds de roulement est particulièrement attrayante pour les PME qui éprouvent souvent de la difficulté à négocier des contrats plus importants, faute de fonds de roulement et d'accès à du financement (islamique).

Police d'assurance contre le non-respect d'obligations financières souveraines

Grâce à la Police d'assurance contre le non-respect d'obligations financières souveraines, la SIACE peut faciliter les structures de financement islamique de projets d'infrastructure dans ses pays membres. Dans le cadre de ces financements de projets conformes à la Charia, la SIACE peut fournir une couverture globale aux bailleurs de fonds, y compris le principal et les bénéfices.

Police d'assurance Sukuk souverain

Mobiliser un financement conforme à la Charia pour des projets d'infrastructure et d'autres grands projets visant à favoriser la croissance économique peut être difficile pour les pays membres, surtout les économies en développement. C'est pour combler cette lacune sur les marchés des capitaux islamiques, que la SIACE a introduit une Police d'assurance Sukuk souverain. La police offre un excellent renforcement du crédit en assurant l'investisseur contre un défaut de Sukuk émis par des entités souveraines de pays membres. La police Sukuk de la SIACE élargit le bassin potentiel d'investisseurs afin d'attirer davantage de capitaux privés dans les projets favorisant le développement de ses pays membres.

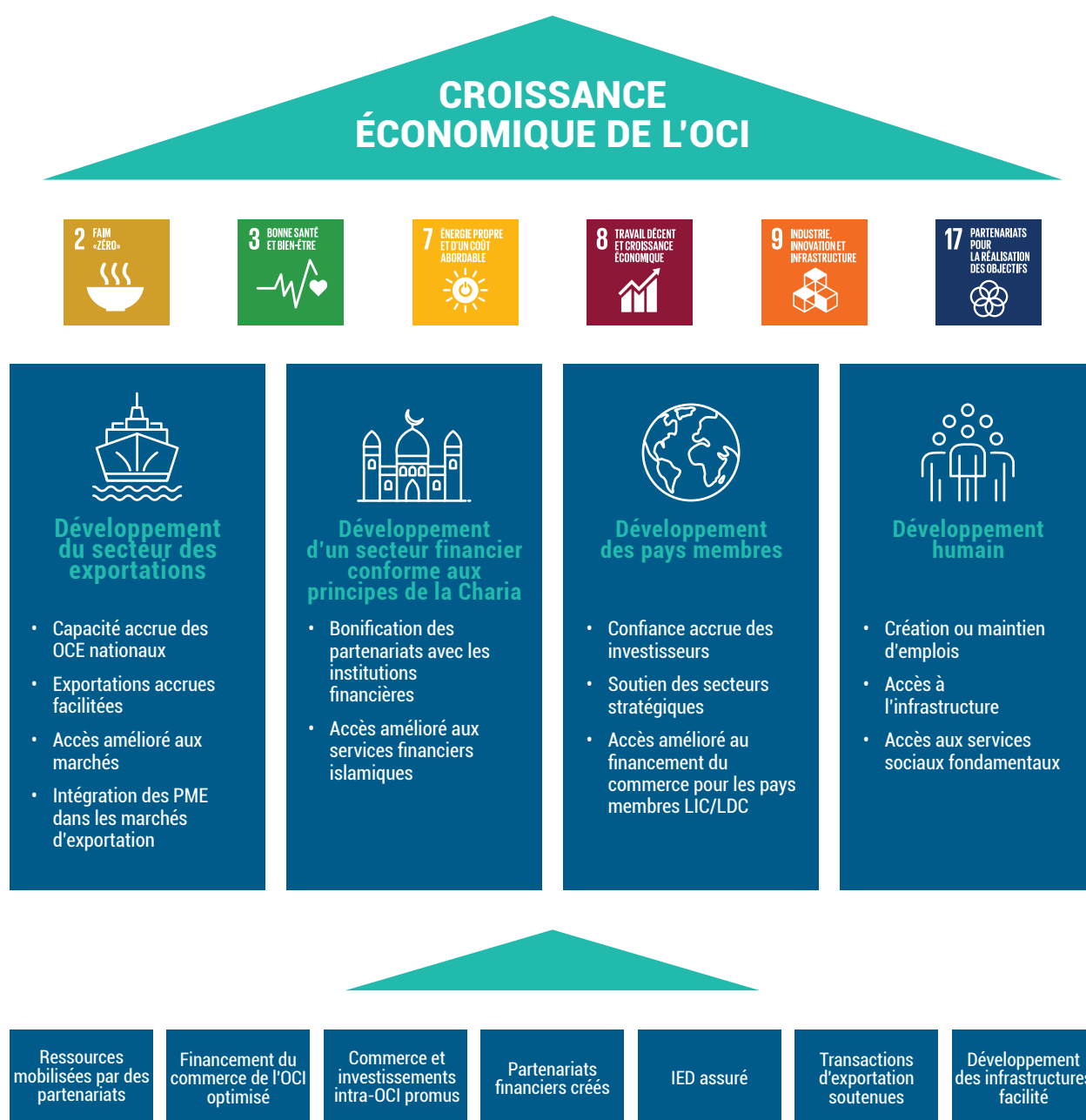
Facilitation des investissements dans et entre les pays de l'OCI

Produits d'assurance-investissement

Les produits d'assurance-investissement de la SIACE atténuent les risques commerciaux et non commerciaux liés aux investissements dans ses pays membres. La SIACE appuie dès lors les flux d'investissement dans des marchés perçus comme étant à risque plus élevé, mobilise une capacité additionnelle et favorise l'attraction de capitaux supplémentaires pour les projets, et améliore la perception générale du risque du pays et du marché donnés.

Cadre d'efficacité du développement de la SIACE

Le Cadre d'efficacité du développement de la SIACE est en phase avec la stratégie décennale du GBID, le Programme quinquennal (P5P) du Président et l'engagement du Groupe envers les ODD. Sa contribution à l'impact sur le développement, tout particulièrement pour les bénéficiaires et l'ensemble des pays membres, est issue d'une feuille de route conceptuelle, nommée la Théorie du changement, qui lie les services de la Société aux résultats attendus pour le secteur des exportations et de l'investissement, et les secteurs financiers. Le Cadre d'efficacité du développement de la SIACE est étayé par un système de suivi et d'évaluation qui prend en compte le rôle d'assureur (plutôt que de financier) de la SIACE.



Contribution de la SIACE aux objectifs de développement durable



Faim Zéro (ODD 2)

Cible de l'ODD

2.3 : D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de production, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles.

2.a : Accroître, notamment grâce au renforcement de la coopération internationale, l'investissement dans l'infrastructure rurale, les services de recherche et de vulgarisation agricoles et la mise au point de technologies et de banques de plantes et de gènes d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés.

Contribution de la SIACE

Amélioration de la productivité agricole par la facilitation de l'importation de machinerie agricole et de l'accès aux services financiers.



Chiffres

Total des activités agricoles assurées :

USD 42,1 millions

Importations agricoles assurées dans les LDMC :

USD 18,7 millions



Bonne santé et bien-être (ODD 3)

Cible de l'ODD

3.8 : Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable.

Contribution de la SIACE

Accès amélioré à des services de santé essentiels de qualité par l'assurance d'investissements étrangers dans l'infrastructure de santé, ce qui n'aurait pu se faire en raison d'une perception de risques trop élevés.



Chiffres

Activités assurées dans le secteur de la santé :

USD 369,6 millions



Énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7)

Cible de l'ODD

7.b : D'ici à 2030, développer l'infrastructure et améliorer la technologie afin de fournir des services énergétiques modernes et durables à tous les habitants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, dans le respect des programmes d'aide qui les concernent.

Contribution de la SIACE

Développer et améliorer l'infrastructure afin de fournir des services énergétiques modernes et durables, par l'atténuation des risques politiques et commerciaux associés aux investissements et exportations requis.



Chiffres

Activités assurées dans le secteur de l'énergie:

USD 5,4 milliards



Travail décent et croissance économique (ODD 8)

Cible de l'ODD

8.1 : Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 pour cent dans les pays les moins avancés.

8.2 : Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.

8.5 : D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.

Contribution de la SIACE

Croissance économique, productivité économique accrue et création d'emplois, par la facilitation d'investissements stratégiques dans des LDMC et la promotion des activités d'exportation pour accroître les activités sur les marchés internationaux.



Chiffres

Activités assurées dans le secteur à forte intensité de main-d'œuvre :

USD 58 millions

Total des activités assurées dans les LDMC :

USD 525,6 millions



Industrie, innovation et infrastructure (ODD 9)

Cible de l'ODD

9.3 : Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration aux chaînes de valeur et aux marchés.

9.a : Faciliter la mise en place d'une infrastructure durable et résiliente dans les pays en développement en renforçant l'appui financier, technologique et technique apporté aux pays d'Afrique, aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement.

Contribution de la SIACE

Participation et partenariats avec des banques, investisseurs, entreprises et OCE nationaux dans des transactions d'exportation et des investissements dans des marchés à risques élevés.



Chiffres

Activités assurées en vertu des polices BMP et DCIP :

USD 3,2 milliards

Activités assurées dans la fabrication :

USD 2,1 milliards

Activités assurées dans l'infrastructure :

USD 585,6 millions



Partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD 17)

Cible de l'ODD

17.3 : Mobilize additional financial resources for developing countries from multiple sources

17.11 : Significantly increase the exports of developing countries, in particular with a view to doubling the least developed countries' share of global exports by 2020.

Contribution de la SIACE

Accès amélioré des PME au financement et aux investissements d'infrastructure par la souscription d'instruments d'atténuation des risques pour les banques et le financement à moyen et long terme.



Chiffres

Activités d'OCE nationales assurées :

USD 3,4 milliards

Exportations totales assurées :

USD 7,9 milliards

Exportations de LDMC assurées :

USD 15 millions

INTRODUCTION



“ L'ADER de cette année reflète une période sans précédent pour les activités de la SIACE, compte tenu de la pandémie de la COVID-19. La pandémie a eu et continue d'avoir des impacts dévastateurs sur le développement dans la région de l'OCI et ailleurs dans le reste du monde, celle-ci ayant occasionné de nombreuses perturbations socioéconomiques qui mettent en péril les progrès réalisés au titre du développement des dernières décennies. Il n'est donc guère étonnant que le thème principal de la présente édition de l'ADER soit la COVID-19.

Tous les ans, le Rapport annuel sur l'efficacité du développement (ADER) donne un aperçu du développement des pays membres de la SIACE et évalue la contribution de la Société à ces réalisations. L'ADER est un outil important. Il aide la SIACE à comprendre ce qu'elle fait bien relativement à l'impact sur le développement, et où elle peut faire mieux encore. L'ADER permet également aux parties prenantes et partenaires de bien comprendre les objectifs de la SIACE, son portefeuille et sa performance.

Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement (ADER) de la SIACE examine le rendement des activités de la Société sur le plan du développement. Compte tenu de ses deux objectifs stratégiques, à savoir assurer la viabilité financière et créer un impact sur le développement, l'ADER se penche sur ce dernier aspect et décrit comment la Société poursuit son mandat de développement.

L'ADER de cette année reflète une période sans précédent pour les activités de la SIACE, compte tenu de la pandémie de la COVID-19. La pandémie a eu et continue d'avoir des impacts dévastateurs sur le développement dans la région de l'OCI et ailleurs dans le reste du monde, celle-ci ayant occasionné de nombreuses perturbations socioéconomiques qui mettent

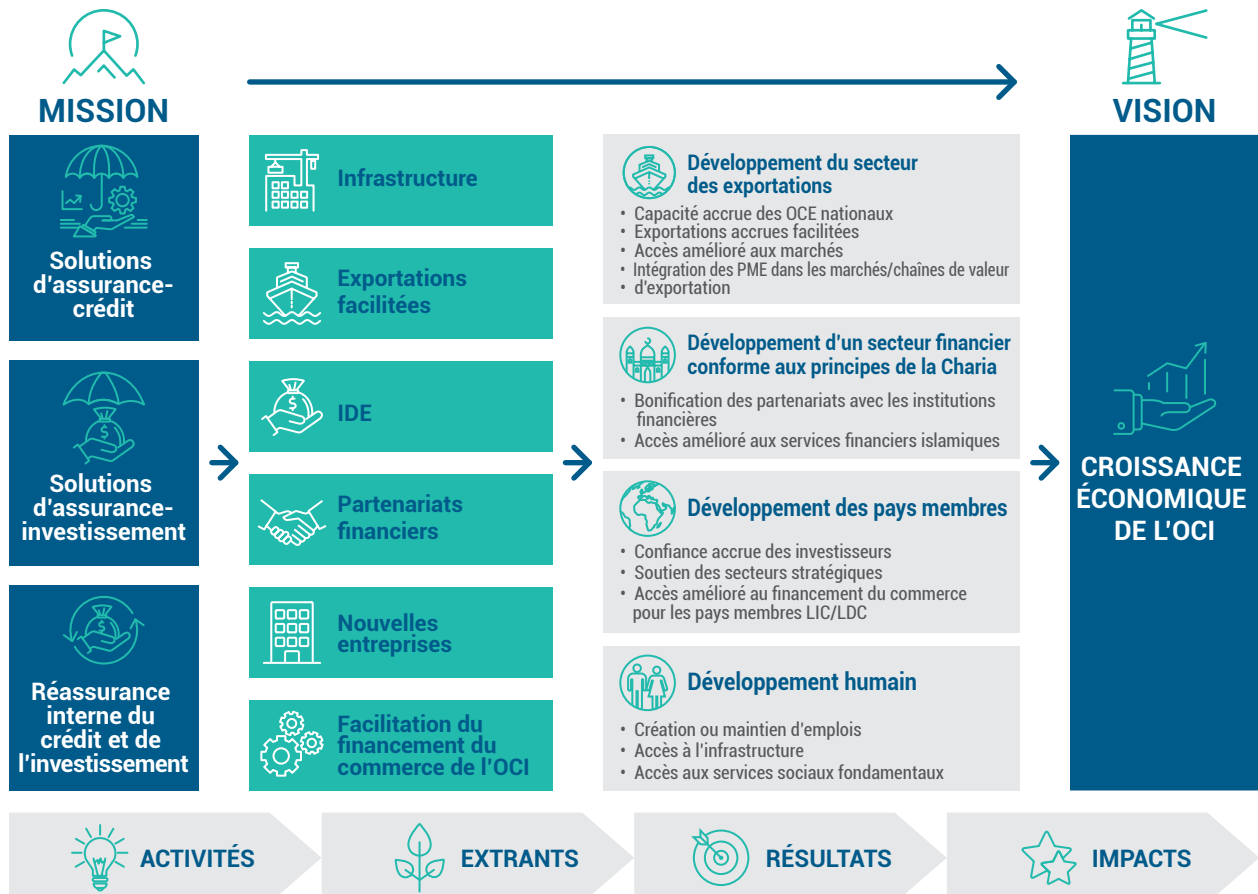
en péril les progrès réalisés au titre du développement des dernières décennies. Il n'est donc guère étonnant que le thème principal de la présente édition de l'ADER soit la COVID-19.

Comme dans les éditions antérieures, l'ADER 2020 est structuré en fonction des quatre piliers des résultats sur le développement de la SIACE, à savoir le développement du secteur des exportations, le développement d'un secteur financier conforme aux principes de la Charia, le développement des pays membres, et le développement humain, mais dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. La présente édition met aussi en avant les partenariats et les grandes initiatives établis par la SIACE dans le but d'appuyer ses pays membres durant cette période volatile et imprévisible.

La théorie du changement de la SIACE

L'impact sur le développement de la SIACE est illustré par la Théorie du changement (voir figure 1). La théorie du changement lie les services de la Société aux résultats attendus dans les secteurs des exportations et financier, et de manière plus générale les implications indirectes dans les pays membres.

Figure 1 : Théorie du changement de la SIACE



Contribution au développement de la SIACE

Au développement du secteur des exportations des pays membres

Le développement du secteur des exportations est essentiel pour qu'un pays puisse développer son économie et participer activement au commerce mondial. Le secteur des exportations contribue à créer des rentrées de devises et à créer des emplois, ce qui génère plus de revenus pour les citoyens et fait croître le PIB. La croissance du secteur génère plus de revenus pour les gouvernements sous forme d'impôts (et taxes), ces revenus pouvant être attribués au financement de projets publics favorisant le développement économique et humain du pays.

Il peut cependant être difficile pour les pays aux prises avec des risques politiques et économiques élevés d'assurer la croissance du secteur des exportations, car les investisseurs et les entreprises ont généralement une aversion pour les risques. Ces risques entraînent des défaillances de marché dans le secteur des exportations, ce qui entrave la productivité économique et réduit la création de revenus pour les gouvernements. La SIACE a donc priorisé le développement du secteur des exportations dans les pays membres, afin de remédier ces défaillances de marché.

Pour ce faire, la SIACE propose des instruments d'atténuation des risques et facilite l'accès au financement du commerce, ce qui permet aux exportateurs, petits et grands, d'accroître leurs activités et, en bout de piste, aux pays de prospérer. La SIACE atténue les risques commerciaux et politiques des

acheteurs, si bien que les entreprises peuvent s'implanter dans de nouveaux marchés et proposer des modalités de paiement concurrentielles. La SIACE offre aussi des services de renforcement de capacité et des services financiers aux organismes de crédit à l'exportation (OCE) nationaux.

La stratégie de la SIACE pour le développement du secteur des exportations aide les pays membres à réaliser les objectifs de leurs programmes de développement national et contribue à la réalisation des objectifs de développement durable.

Développement d'un secteur financier conforme aux principes de la Charia dans les pays membres

Le développement du secteur financier est important pour la dynamisation du commerce et le développement économique. Les pays dotés de secteurs financiers matures peuvent s'engager dans des transactions commerciales complexes et de grande valeur, ce qui leur permet d'être membres à part entière du commerce mondial. Les secteurs financiers développés favorisent également la participation économique des consommateurs, ce qui crée des marchés dynamiques qui attirent des investissements directs étrangers.

Étant donné l'importance du développement du secteur financier, les pays membres de l'OCI ont priorisé le développement d'un secteur financier conforme aux



La stratégie de la SIACE pour le développement du secteur des exportations aide les pays membres à réaliser les objectifs de leurs programmes de développement national et contribue à la réalisation des objectifs de développement durable.



La présence de la SIACE comme partenaire d'investissement, tout en facilitant l'investissement étranger, contribue à rassurer et encourager des investisseurs potentiels en quête d'opportunités dans des pays à risque plus élevé. Les projets d'investissement fournissent souvent de l'emploi, une infrastructure améliorée, moderne et efficace, ainsi qu'une meilleure qualité de vie pour les citoyens.

principes de la Charia. Le financement conforme à la Charia fait intervenir des pratiques bancaires en vertu desquelles les institutions financières partagent le profit ou la perte des entreprises qu'elles souscrivent. Cette conformité sous-tend également le gharar, soit la vente de titres assortis d'une incertitude élevée, notamment l'acquisition d'assurances pour couvrir des risques prévus ou imprévus.

Comme elle est le seul assureur multilatéral de risques de crédit Takaful, la SIACE joue un rôle important dans le développement du secteur financier conforme à la Charia des pays membres de l'OCI. La présence de la SIACE sur le marché accroît la capacité de ses institutions financières partenaires de l'OCI à proposer des services d'assurance conformes à la Charia et l'accès au financement. La Société encourage également les banques à concevoir des structures de commerce et de financement de projets islamiques afin de pouvoir se prévaloir de ses services. En établissant des partenariats renforcés avec les institutions financières, la SIACE aide à améliorer l'accès aux services financiers islamiques dans les pays de l'OCI.

Développement des pays membres

Le développement économique stratégique est aussi une autre grande priorité des pays membres de l'OCI, compte tenu de la panoplie croissante de défis tels que les populations croissantes, le changement climatique et la pandémie de la COVID-19. La diversité économique étant importante dans les pays membres, chaque pays doit poursuivre son propre programme de développement, axé sur ses propres besoins et capacités. Certains pays membres privilégient la diversification économique afin de réduire leur dépendance sur les exportations d'une seule ressource, et d'autres favorisent des activités qui stimulent la productivité économique et la croissance de leurs économies. Malgré les différences, tous les pays membres de l'OCI visent à poursuivre leurs programmes de développement de manière stratégique et durable.

Grâce à son mandat et à une gamme de produits d'assurance, la SIACE appuie les programmes de développement de ses pays membres en souscrivant des investissements dans des secteurs stratégiques. La présence de la SIACE comme partenaire d'investissement, tout en facilitant l'investissement étranger, contribue à rassurer et encourager des investisseurs potentiels en quête d'opportunités dans des pays à risque plus élevé. Les projets d'investissement fournissent souvent de l'emploi, une infrastructure améliorée, moderne et efficace, ainsi qu'une meilleure qualité de vie pour les citoyens. La SIACE améliore également l'accès au financement du commerce pour les pays membres les moins avancés, qui peuvent présenter des risques plus élevés et ne pas sembler être particulièrement attrayants pour d'autres intervenants du marché, mais qui ont néanmoins besoin d'exportations et d'investissements pour croître.

Développement humain

Le soutien au commerce et à l'investissement de la SIACE prend toujours en compte les bénéficiaires ultimes, soit les habitants des pays membres de l'OCI. L'objectif de développement de la SIACE est d'assurer leur bien-être et leur prospérité économique.

Les efforts de la SIACE au titre du développement humain comprennent l'amélioration de l'accès à l'infrastructure et aux services de base, notamment l'éducation, la santé, la nutrition et l'assainissement. L'agriculture est essentielle pour garantir la sécurité alimentaire et l'emploi dans de nombreux pays, alors que l'amélioration des soins de la santé et l'accès à ceux-ci constituent la pierre angulaire du bien-être et du développement humains. De plus, les populations en santé sont plus productives et contribuent à la croissance économique du pays.

La SIACE soutient aussi les entreprises par ses solutions d'atténuation des risques commerciaux et politiques, ce qui les aide à s'implanter dans de nouveaux marchés, accroître l'emploi et contribuer au développement humain de leurs pays.

PROTÉGER LES ACQUIS DU DÉVELOPPEMENT DURANT LA PANDÉMIE



“ La pandémie de la COVID-19 a occasionné de nombreux défis et perturbations dans les programmes de développement des pays membres de l’OCI, et mis en péril les acquis du développement des dernières décennies.

Comme membre du Groupe de la BID, la SIACE a comme mandat de promouvoir le développement. La Société le fait en catalysant le commerce et l'investissement au sein des pays de l'OCI, et entre ceux-ci et le reste du monde. Grâce à ses solutions d'atténuation des risques conformes à la Charia, la SIACE devient un pont en facilitant des transactions commerciales qui ne se concrétiseraient pas normalement en raison de risques politiques, économiques ou sociaux. Ce rôle est particulièrement important en période de volatilité extrême et de crise, comme c'est le cas avec la pandémie planétaire de la COVID-19.

La pandémie de la COVID-19 a occasionné de nombreux défis et perturbations dans les programmes de développement des pays membres de l'OCI, et mis en péril les acquis du développement des dernières décennies. Pour appuyer les pays membres durant cette période sans précédent, la SIACE a mis au point de nouveaux produits et amélioré des produits existants afin d'endiguer la pandémie et faire en sorte que les pays membres puissent toujours réaliser leurs objectifs de développement nationaux.

Les défis que pose la COVID-19 pour le développement

Depuis le dépistage du premier cas de COVID-19 en décembre 2019, cette maladie s'est rapidement propagée à travers le monde, y compris les 57 pays membres de l'OCI. Les effets dévastateurs économiques, sociaux et sanitaires de la pandémie de la COVID-19 ont ébranlé de nombreux pays membres de l'OCI, qui n'étaient pas prêts et n'avaient pas les ressources nécessaires pour composer avec une crise de santé publique de cette envergure.

Pour empêcher la propagation des infections, les pays membres de l'OCI ont mis en place diverses mesures de santé et de sécurité publiques, dont la distanciation sociale, le confinement et la fermeture des frontières. Ces mesures ont contribué à endiguer la propagation de la COVID-19, mais la pandémie a entraîné de graves répercussions socioéconomiques, des systèmes complets de soins de la santé étant sur le point de s'effondrer et les économies poussées vers la récession. Ces répercussions sont particulièrement sévères pour les pays en développement dont les niveaux de pauvreté sont déjà élevés et la couverture sociale est faible, ce qui est préoccupant pour les

pays de l'OCI puisque la plupart d'entre eux sont des "pays en développement", et 21 d'entre eux sont même classés comme "pays les moins avancés"¹.

La pandémie de la COVID-19 et ses répercussions sur la santé, les économies et les sociétés ont gravement perturbé la mise en place des programmes de développement nationaux, ce qui perturbe également les efforts mondiaux pour la réalisation des objectifs de développement durable. Sans intervention immédiate, la pandémie met en péril les acquis du développement des dernières décennies.

“ La pandémie de la COVID-19 et ses répercussions sur la santé, les économies et les sociétés ont gravement perturbé la mise en place des programmes de développement nationaux, ce qui perturbe également les efforts mondiaux pour la réalisation des objectifs de développement durable.



¹ <https://www.sesric.org/files/article/726.pdf>

Figure 2 : Impact de la pandémie de la COVID-19 sur les objectifs de développement durable



Source: UNDESA

Impact sur la santé

La plupart des systèmes de soins de santé n'ont pas été conçus pour composer avec la pandémie de la COVID-19, les hôpitaux admettant un nombre record de patients tout en composant avec une pénurie de ressources et de personnel essentiels. Cela vaut particulièrement pour les pays membres de l'OCI, où les systèmes de santé sont faibles et déjà aux prises avec une pénurie de médecins et d'infirmières, et au moins 38 pays de l'OCI sont aux prises avec une grande pénurie de personnel infirmier². Ces systèmes de santé débordés ont du mal à tracer, tester et traiter les personnes infectées, ce qui a eu des effets dévastateurs, le plus dévastateur étant la perte de vies humaines. À ce jour, plus de 10 millions de cas ont été enregistrés dans les pays membres de l'OCI, y compris plus de 210 000 décès³.

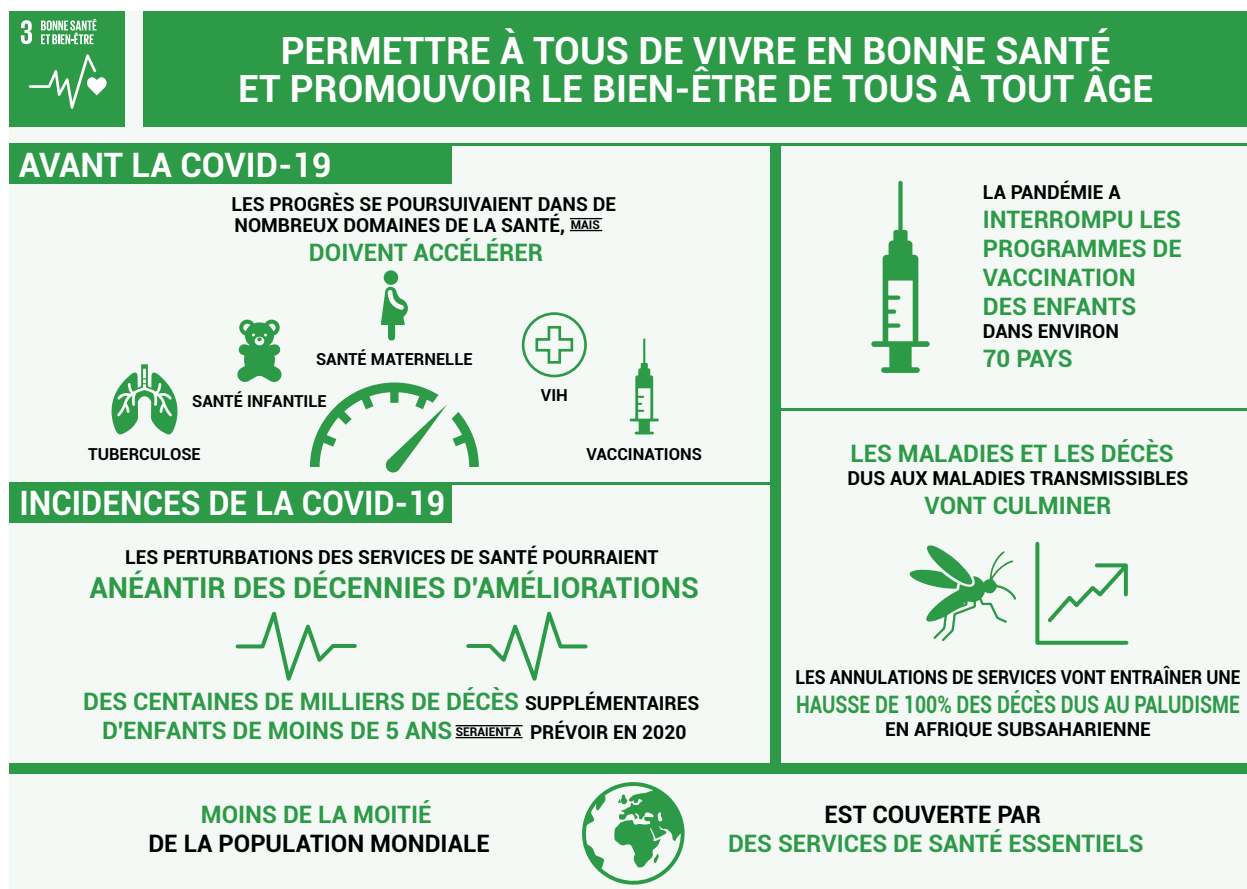
Les systèmes de santé doivent non seulement mobiliser et organiser rapidement des ressources afin de pouvoir prodiguer des soins efficaces pour la COVID-19, mais aussi veiller à ce que tous les autres soins (non liés à la COVID-19) continuent d'être sûrs et efficaces. Cette double responsabilité fait que les systèmes de santé de certains pays

sont sur le point de s'effondrer, la propagation du virus étant incontrôlée et les lits d'hôpitaux continuant de se remplir. Le personnel infirmier a été durement éprouvé par la COVID-19. Ces personnes ont risqué leur vie en travaillant sans relâche, semaine après semaine, avec peu de ressources.

Le développement ultra rapide de plusieurs vaccins contre la COVID-19 a représenté une percée positive dans la lutte mondiale contre le virus. Nous espérons en effet que les pressions exercées par la COVID-19 sur les systèmes de santé s'allégeront au fur et à mesure que les gens seront vaccinés.

Il est essentiel que tous les pays disposent d'un système de santé bien fourni, même les pays qui ont franchi les sommets d'infection. Des ressources additionnelles sont quand même requises pour tester les virus et les antigènes, acquérir plus d'équipement de protection individuelle, embaucher des dépisteurs de contacts, acquérir et distribuer des vaccins, ainsi que pour l'infrastructure de santé essentielle telle que des salles d'urgence, unités de soins intensifs et salles d'isolement. Il est important de cerner le choc sur la santé afin de minimiser les répercussions économiques.

Figure 3 : Impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'ODD 3



Source : UNDESA

² <https://www.sesric.org/files/article/726.pdf>

³ <https://www.oic-oci.org/covid-19/?lan=en>

Impacts économiques

Pour protéger la vie de leurs citoyens, de nombreux pays ont dû restreindre la mobilité, voire fermer leurs frontières, pour ralentir la propagation de la COVID-19, un virus très dangereux et très transmissible. Ces mesures ont comporté divers degrés de confinement, les entreprises et les lieux publics étant fermés pour que les gens restent chez eux, en sécurité. Les entreprises des secteurs à forte prépondérance de contact, comme l'accueil ou le tourisme, ont été les plus durement touchées par les restrictions de la COVID-19, celles-ci ayant suscité la fermeture en masse d'entreprises et la hausse du chômage, temporairement et en permanence.

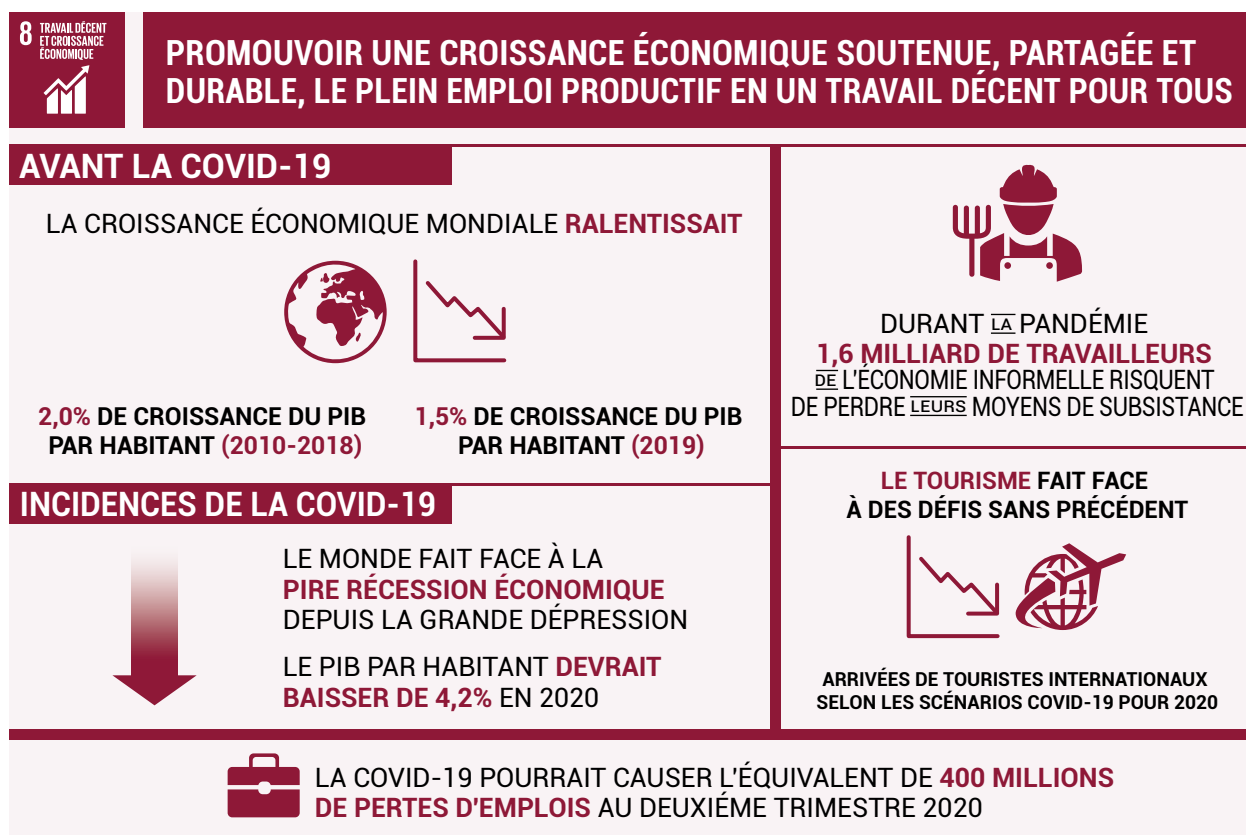
De nombreux pays ont mis en place des mesures spécifiques pour répondre aux fermetures massives d'entreprises et à la hausse du chômage, y compris des allègements fiscaux temporaires pour les entreprises visées et des subventions salariales pour les travailleurs ayant perdu leur emploi. Toutefois, malgré les mesures prises pour pallier les pertes de revenus, la fermeture prolongée de nombreux secteurs économiques a suscité un sérieux ralentissement économique à l'échelle mondiale et fait croître l'endettement, ce qui présente des défis pour le développement à long terme, particulièrement pour les pays en développement.

Selon le Fonds Monétaire International (FMI), l'économie mondiale s'est contractée de 4,4 % en 2020, et de 3,3 % dans les pays émergents et en développement⁴. La Banque Mondiale estime également que le PIB mondial s'est contracté de 5,2 %, un nombre sans précédent de pays étant aux prises avec des récessions⁵.

Dans le même sens, le Centre de recherches statistiques économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRI) estime que les économies de la région de l'OCI se sont contractées de 2 % en 2020, soit une baisse de 3,4 % du revenu par habitant moyen⁶. Cela est attribuable en partie à la plus forte diminution de la demande du marché mondial du pétrole depuis des décennies, ce qui fait que les pays exportateurs de pétrole de l'OCI sont particulièrement vulnérables aux perturbations économiques de la pandémie.

Bien que les prévisions semblent être plus positives pour 2021, le SESRI estimant que les économies de l'OCI afficheront une croissance de 5,4 %⁷, le monde entier devra agir en concertation pour assurer une reprise mondiale robuste. La reprise mondiale de l'après-COVID-19 sera vraisemblablement longue et lente, mais il faut prendre des mesures pour que le développement se poursuive et que les activités économiques continuent de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

Figure 4 : Impact de la COVID-19 sur l'ODD 8



Source : UNDESA

4 <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/09/30/world-economic-outlook-october-2020#R%C3%A9sum%C3%A9>

5 <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2020/06/08/the-global-economic-outlook-during-the-covid-19-pandemic-a-changed-world>

6 <https://www.sesric.org/files/article/726.pdf>

7 <https://www.sesric.org/files/article/726.pdf>



“ Mais il n'en demeure pas moins que ce sont les personnes et les communautés les plus vulnérables de nos sociétés qui sont les plus exposées aux risques, surtout celles des pays émergents et en développement.

Impacts sociaux

En plus des impacts de la COVID-19 sur les secteurs de la santé et les économies de tous les pays du monde, la pandémie a causé des perturbations sociales massives dans toutes les communautés. Qu'il s'agisse de la fermeture d'écoles et d'entreprises ou de défis associés à la distanciation sociale et au port des masques, toutes les communautés ont été touchées d'une manière ou d'une autre. Mais il n'en demeure pas moins que ce sont les personnes et les communautés les plus vulnérables de nos sociétés qui sont les plus exposées aux risques, surtout celles des pays émergents et en développement.

Selon la Banque Mondiale, la pandémie risque d'entraîner entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté cette année et jusqu'à 150 millions d'ici à 2021⁸. Il s'agit là de la plus importante hausse de la pauvreté depuis plus de vingt ans, ce qui soulève des préoccupations

au sujet de l'élimination potentielle des acquis actuels au titre du développement et de l'intensification potentielle d'une crise humanitaire prolongée. Cela est particulièrement préoccupant pour les pays membres de l'OCI, certains d'entre eux étant déjà très touchés par la pauvreté, les conflits et le déplacement intérieur. Les dispositifs de sécurité sociale limités des pays à faible revenu de l'OCI pourraient faire basculer des millions de personnes dans la pauvreté et l'extrême pauvreté, ce qui aura de graves conséquences sociales.

Afin de protéger les communautés les plus vulnérables et d'aider les pays en développement et les économies émergentes à poursuivre leur croissance et leur développement, il est impératif de mettre en place des mesures pour assurer une relance durable et inclusive dans la période de l'après-COVID-19. Le monde entier devra collaborer pour faire en sorte que ce ne soit pas les personnes les plus pauvres et vulnérables qui assument de manière démesurée les impacts sociaux du virus.

⁸ <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/10/07/covid-19-to-add-as-many-as-150-million-extreme-poor-by-2021>

Impacts de la COVID-19 sur les parties prenantes de la SIACE

Dès le début de la pandémie, la SIACE a communiqué avec ses clients, partenaires et pays membres afin de leur offrir de l'aide pour lutter contre le virus. Au gré de la propagation de la COVID-19, un plus grand nombre de personnes et d'institutions ont été touchées, y compris des exportateurs, investisseurs, banques, OCE nationaux, institutions financières internationales et gouvernements des pays membres.

Dans un sondage récent sur la satisfaction de la clientèle de la SIACE, tous les répondants ont mentionné que la COVID-19 avait eu des effets négatifs sur leurs activités en 2020, et mentionné certains qu'a posé la pandémie mondiale. Parmi ces défis, citons les restrictions en matière de voyages, des transactions annulées ou reportées, une diminution de la demande des clients, des problèmes de trésorerie et des mises à pied.

Exportateurs

La pandémie de la COVID-19 a perturbé le commerce international. Les fermetures de frontières, la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales et les politiques commerciales de plus en plus protectionnistes ont contribué au ralentissement du commerce international en 2020. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) estime que les activités concernant le commerce mondial des marchandises a diminué de 9,2 % en 2020, et que celles relatives au commerce mondial des services ont diminué de 23 %⁹. Il n'est donc guère étonnant que ce repli du commerce international ait touché de nombreux exportateurs en 2020. L'an dernier la SIACE a accompagné les exportateurs de ses pays membres pour qu'ils puissent gérer des risques plus élevés et a accéléré de nouvelles solutions pour maintenir le flux du commerce.

Investisseurs

Pour les investisseurs, l'année 2020 a été caractérisée par la volatilité, l'incertitude et le risque. En raison des perturbations socioéconomiques massives causées par la pandémie de la COVID-19, il n'est pas étonnant que les investisseurs aient fait preuve de prudence et de conservatisme dans leurs décisions d'investissement, ce qui a entraîné une diminution du nombre d'investissements.

Les investissements directs étrangers (IDE) ont diminué considérablement en 2020. Selon le dernier rapport "Investment Trends Monitor" de la CNUCED, les flux d'IDE ont diminué de 42 % en 2020, ne générant qu'USD 859 milliards contre USD 1,5 billion en 2019¹⁰. On a également constaté une diminution des flux d'IDE vers les pays en développement, ce qui constitue une préoccupation croissante. Les pays en développement et les économies émergentes ont de plus en plus compté sur les IDE comme source de développement économique, de croissance des revenus et d'emploi au cours des dernières décennies, et cette forte diminution pourrait faire reculer les objectifs de développement cruciaux et le développement durable. En ces temps incertains, qui ont vu les risques économiques de la plupart des pays augmenter, particulièrement dans les pays en développement et les pays émergents, la SIACE s'est appuyée sur ses relations étroites avec les gouvernements des pays membres et est demeurée un partenaire fiable pour les investisseurs.

“ L'an dernier la SIACE a accompagné les exportateurs de ses pays membres pour qu'ils puissent gérer des risques plus élevés et a accéléré de nouvelles solutions pour maintenir le flux du commerce



9 https://www.wto.org/french/news_f/pres20_f/pr862_f.htm

10 https://unctad.org/system/files/official-document/diaeiainf2021d1_highlight_fr.pdf

11 <https://www.imf.org/fr/Publications/GFSR/Issues/2020/10/13/global-financial-stability-report-october-2020#ExecSum>

12 <https://www.ifsb.org/sec03.php>

Banques

Dans un contexte d'incertitudes économiques croissantes causées par la COVID-19, les banques jouent un rôle important en garantissant la liquidité et l'accès aux capitaux. Cependant, en raison de la pandémie, cela devient plus difficile car les banques peuvent être confrontées à des risques de crédit accrus et à une augmentation des défauts de paiement, ce qui affecte leur propre position financière et leurs portefeuilles. Si les pertes sur prêts et la qualité des actifs continuent de se détériorer, les banques pourraient être forcées de resserrer davantage les normes de crédit, ce qui pourrait exacerber le ralentissement économique et avoir un impact négatif sur la reprise économique en général.

Toutefois, malgré les effets négatifs de la pandémie de la COVID-19 sur l'économie mondiale au cours des derniers trimestres, les systèmes bancaires sont largement demeurés résilients grâce à un soutien politique énergique. Le rapport du FMI sur la stabilité financière mondiale d'octobre 2020 a analysé l'impact de la COVID-19 sur la solvabilité des banques dans 29 pays et a conclu que la plupart des banques devraient être en mesure d'absorber les pertes et de maintenir des fonds propres supérieurs aux exigences minimales alors que la pandémie se poursuit¹¹. Ces conclusions concordent avec celles d'un document de travail publié par le Conseil de stabilité financière islamique, qui montre que, bien que les banques islamiques aient été confrontées à une baisse des liquidités pendant la pandémie, elles ont pu maintenir leur stabilité en mettant en œuvre des politiques efficaces¹². Les banques ont pu utiliser la souplesse du cadre réglementaire mondial pour atténuer les conséquences et les chocs immédiats de la pandémie, ce qui a permis de limiter le resserrement du crédit pour leurs clients.

Afin de préserver au mieux la stabilité financière de la banque et des clients, les banques ont adopté de nouvelles mesures et consacré des ressources supplémentaires pour répondre à la demande croissante de liquidités en période de crise. Ces mesures consistent notamment à proposer des remboursements de prêts et des paiements d'intérêts différés, ainsi que des services de planification financière sur mesure pour les particuliers et les entreprises qui ont été touchés financièrement par la pandémie. En offrant un soutien direct aux emprunteurs, y compris aux entreprises et aux ménages, les banques ont pu atténuer les défis économiques de la pandémie. Les banques devront également jouer un rôle nécessaire dans l'élaboration de la reprise économique de la pandémie en rétablissant la sécurité financière et la santé des entreprises grâce à de nouveaux produits et de nouvelles exemptions. La SIACE continuera d'être un partenaire important pour les institutions financières afin d'atténuer les risques de crédit accrus et de catalyser les capitaux privés nécessaires au redémarrage des économies de ses pays membres.

OCE nationaux

La principale priorité des OCE nationaux est de faciliter le commerce international pour les entreprises nationales par le biais du financement du commerce et des exportations et d'autres services et produits. La forte baisse du commerce international occasionnée par la pandémie de la COVID-19 a entravé les exportations et freiné la reprise économique. Pour soutenir les exportateurs nationaux, les OCE ont dû offrir un



Les banques ont pu utiliser la souplesse du cadre réglementaire mondial pour atténuer les conséquences et les chocs immédiats de la pandémie, ce qui a permis de limiter le resserrement du crédit pour leurs clients

soutien sur mesure à leurs exportateurs locaux, tant pour les transactions existantes que pour les nouvelles transactions potentielles.

Différentes mesures ont été adoptées par les OCE pour soutenir davantage les exportateurs pendant la pandémie de la COVID-19, notamment en introduisant plus de souplesse dans les politiques de réclamation, les remboursements et les acomptes, ainsi qu'en offrant une couverture accrue. Les OCE doivent être particulièrement attentifs à soutenir les PME exportatrices et les exportateurs de secteurs où les opérations nécessitent des niveaux plus élevés de contact physique, car ces deux groupes ont été particulièrement vulnérables aux impacts économiques de la pandémie.

Institutions financières internationales

Les institutions financières internationales (IFI) jouent un rôle névralgique dans les programmes de développement économique et social des pays en développement et des marchés émergents, et ce rôle s'intensifie en période d'instabilité comme la pandémie de la COVID-19. Les retombées économiques créées par la pandémie mondiale ont déclenché des demandes de financement considérables pour les IFI, car les pays du monde entier cherchent à assurer le financement des initiatives de soins de santé et de la

reprise économique. Alors que les gouvernements nationaux font face à des niveaux de dépenses sans précédent pour combattre la pandémie, ils s'adressent de plus en plus aux IFI pour obtenir un soutien financier dans leurs initiatives.

La SIACE a travaillé en étroite collaboration avec d'autres IFI pendant la pandémie afin de répondre au besoin accru d'aide financière en collaborant à diverses initiatives COVID-19, notamment des programmes et des facilités de financement d'urgence. Cette réponse collaborative comprend également le soutien aux pays qui recherchent des conseils en matière de politique et de développement des capacités pour aborder les problèmes urgents liés à la pandémie. L'alignement de diverses IFI dans leurs réponses à la COVID-19, y compris les partenariats stratégiques et les initiatives collaboratives de la SIACE, ont offert un soutien essentiel aux gouvernements en minimisant la volatilité et en renforçant la résilience pendant la pandémie.

Gouvernements des pays membres

Le rôle des gouvernements nationaux s'est élargi au cours de la crise de la COVID-19. Ils ont dû prendre des décisions politiques difficiles pour ordonner des fermetures et des ordres de rester à la maison, intervenir sur le marché en offrant des subventions salariales et des mécanismes

de soutien aux entreprises. Les gouvernements des pays membres de la SIACE ne font pas exception à la règle ; ils doivent agir rapidement dans un large éventail de domaines politiques pour aborder les préoccupations immédiates de la pandémie à court terme, tout en devant penser à l'avenir et planifier à plus long terme. Les gouvernements des pays membres doivent faire face à la pandémie sur tous les fronts, de la hausse du chômage aux systèmes de soins de santé en difficulté, tout en maintenant la stabilité économique et la sécurité pour les générations futures.

De nombreux gouvernements des pays membres de la SIACE ont annoncé d'importants plans de relance au début de la pandémie, en mettant l'accent sur l'investissement public dans les systèmes de soins de santé et le soutien économique aux entreprises et aux personnes touchées par la pandémie. Les mesures mises en place par les pays membres de la SIACE ont été conçues pour protéger leurs citoyens des pires impacts sanitaires et socioéconomiques de la pandémie en les gardant en sécurité et en bonne santé, tout en considérant et en planifiant le développement social et économique futur. La SIACE est restée un partenaire solide et fiable pour ses pays membres en les accompagnant dans leurs initiatives visant à combattre les impacts négatifs de la pandémie et en les aidant à planifier leur croissance et leur développement à long terme.

Réponse de la SIACE à la COVID-19

Alors que la COVID-19 continuait de se propager dans le monde et que le nombre de cas continuait à augmenter, les impacts de la pandémie sont devenus plus clairs. L'activité économique et le commerce international ont ralenti, les entreprises ont fermé leurs portes, le chômage a augmenté et des millions de personnes sont tombées malades, ce qui a entraîné le quasi-effondrement de systèmes de santé entiers. La SIACE s'est préparée très tôt à ces impacts en communiquant régulièrement avec ses pays membres et ses clients, et en s'associant à d'autres organisations pour trouver des solutions pour faire face aux impacts de la pandémie.

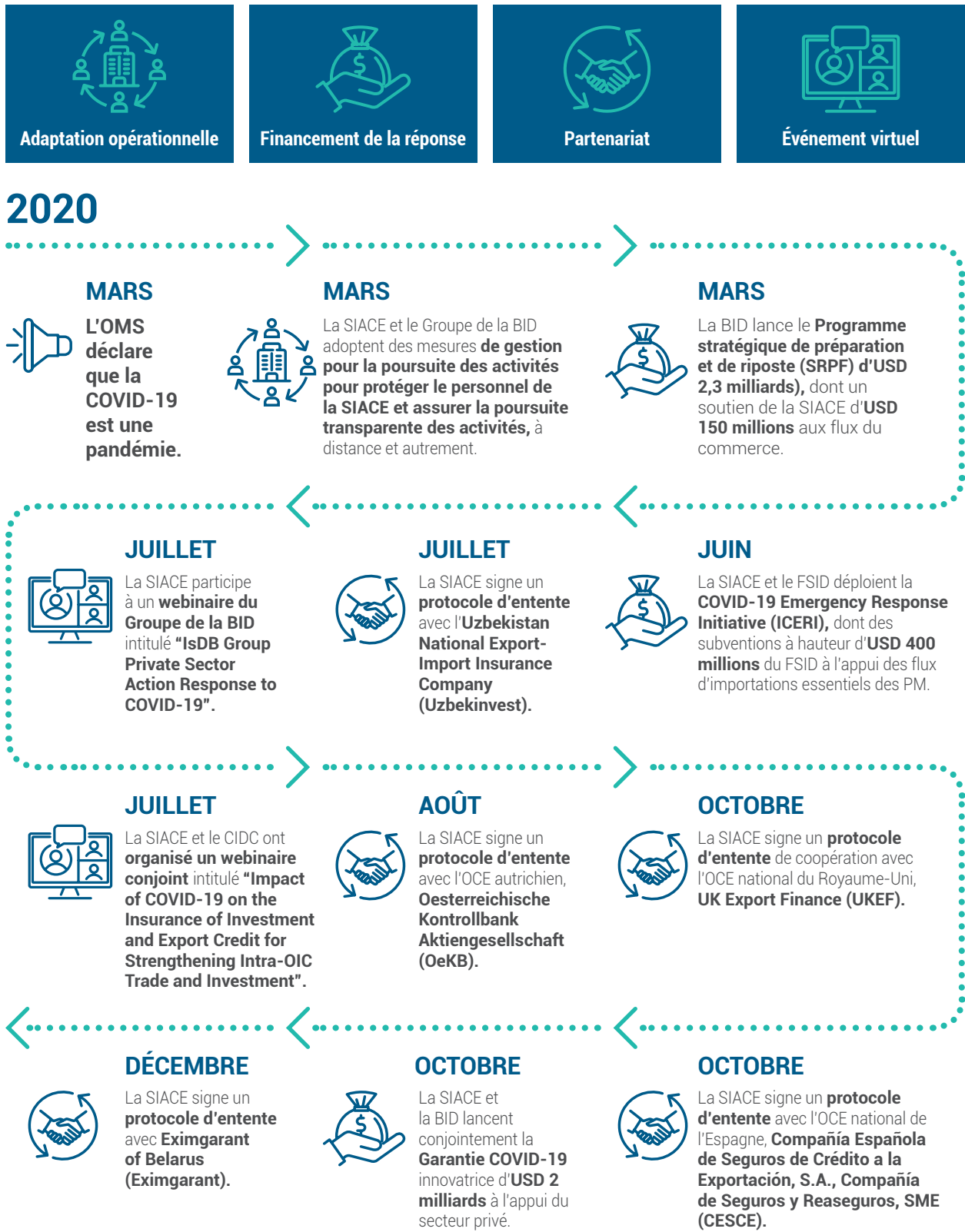
La SIACE a commencé à travailler avec ses partenaires du Groupe de la BID et d'ailleurs pour développer et mettre en place des solutions innovantes et efficaces pour combattre le virus sur plusieurs fronts. Par exemple, la SIACE fait partie intégrante du "Programme stratégique spécial de préparation et de riposte" du Groupe de la Banque Islamique de Développement, en vertu duquel la SIACE a émis de l'assurance-crédit et de l'assurance risque politique d'une valeur d'USD 150 millions à ses clients.

La SIACE a également apporté son soutien à des projets de soins de santé dans ses pays membres, en veillant à ce que leurs systèmes soient plus aptes à absorber les effets négatifs de crises sanitaires telles que celle de la COVID-19, et en sauvant ainsi des vies. En donnant la priorité aux besoins urgents de ses pays membres, la SIACE a également contribué à faciliter le commerce de produits pharmaceutiques, de

fournitures de soins de santé, de produits agricoles et d'autres produits essentiels pendant la pandémie.

Alors que la pandémie perdure, la SIACE continue de travailler avec ses partenaires du Groupe de la BID, les pays membres de l'OCI, les pays membres de la SIACE et les pays non-membres pour trouver de nouvelles façons de répondre à la pandémie (voir la figure 5). La SIACE a offert son soutien en renforçant les capacités, en fournissant de l'assurance et des subventions, et en signant des protocoles d'entente, ce qui a permis de préserver les chaînes d'approvisionnement, de protéger les investissements, de minimiser la volatilité et de protéger la santé et les moyens de subsistance des citoyens. Ces mesures contribuent à renforcer la résilience des pays membres face aux épidémies et à minimiser les impacts sanitaires et socioéconomiques négatifs de la pandémie, notamment sur les populations les plus vulnérables.

Figure 5 : Calendrier de la réponse de la SIACE à la COVID-19



La SIACE donne la priorité aux projets qui favorisent l'endigement de la COVID-19 (en facilitant l'importation de produits pharmaceutiques, le renforcement de l'infrastructure des soins de santé, l'importation de denrées alimentaires essentielles, etc.).

AIDER LE SECTEUR DES EXPORTATIONS À ABORDER LES RISQUES LIÉS À LA COVID-19



“ Du côté de l'offre, les restrictions sanitaires instaurées par les pays pour réduire la propagation du virus de la COVID-19 ont fortement réduit les niveaux de production et perturbé les chaînes d'approvisionnement.

Points saillants



En 2020, la SIACE a facilité des exportations d'une valeur totale

d'USD 7,9 milliards



Exportations assurées de pays membres LIC/LDC d'une valeur totale

d'USD 14 millions



Exportations intra-OCI soutenues d'une valeur à hauteur

d'USD 28,5 milliards



Les OCE nationaux ont obtenu une capacité

d'USD 1 milliard

en vertu du Programme de traité de réassurance quote-part à l'intérieur

Impact de la COVID-19 sur le développement des exportations

En 2020, le commerce mondial a ralenti par suite de facteurs liés à l'offre et à la demande, qui ont été influencés par les tensions commerciales de 2019 et exacerbés par la pandémie de la COVID-19. Du côté de l'offre, les restrictions sanitaires instaurées par les pays pour réduire la propagation du virus de la COVID-19 ont fortement réduit les niveaux de production et perturbé les chaînes d'approvisionnement. Les restrictions sanitaires ont contraint les entreprises des secteurs essentiels à fonctionner à capacité limitée ou celles des secteurs non essentiels à cesser leurs activités jusqu'à la levée des mesures de confinement. Cela signifie que la production globale a également diminué, car les entreprises fonctionnaient à capacité limitée. La demande a été affectée par la baisse des revenus et les incertitudes liées à l'emploi, qui ont incité les ménages à épargner plutôt qu'à dépenser. La Banque Mondiale a prévu la plus forte contraction du revenu mondial par habitant depuis 1870 : le revenu par habitant devant diminuer de 7 % dans les économies avancées et de 2,5 % dans les marchés émergents et les économies en développement¹³. Une baisse du revenu par habitant signifie que les dépenses globales des ménages sont fortement réduites, ce qui se traduit par une diminution de la demande de biens et de services non essentiels.

Ces facteurs liés à l'offre et à la demande ont exposé les entreprises à une réduction de leur capacité de production, à des pertes de revenus et à une diminution des investissements, ce qui a entraîné des licenciements et des faillites dans certains cas. En conséquence, les exportations ont été faibles en 2020, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) s'attendant à ce que la croissance post-crise soit bien inférieure aux prévisions antérieures. En outre, la baisse massive des prix du pétrole a eu un impact considérable sur la performance des exportations des économies des pays membres de l'OCI qui dépendent fortement des exportations de pétrole. Cela a considérablement affecté les revenus d'exportation des pays exportateurs de pétrole - dont la majorité sont des pays membres de la SIACE. L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) a estimé une baisse de 50 à 80 % des revenus en 2020 pour les principaux exportateurs de pétrole, par rapport à 2019¹⁴. L'impact global de ces chocs de l'offre et de la demande a contribué au ralentissement de

la croissance économique dans les pays membres de l'OCI. Avant la COVID, le FMI prévoyait une croissance économique de 3,7 % dans les pays membres de l'OCI, mais on estime qu'il y a eu une contraction de 2 % après le début de la pandémie.

Les pays à faible revenu (LIC) et les pays les moins avancés (LDC) ont été affectés négativement, car ces pays dépendent généralement des exportations de matières premières pour leurs revenus. Selon le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UN DESA), les produits de base tels que le pétrole, les minéraux, les denrées alimentaires et autres produits représentent plus de 70 % des exportations de marchandises des LDC. Cela signifie que ces économies sont très sensibles aux chocs mondiaux, notamment à la pandémie qui a entraîné une contraction de la demande mondiale de minéraux et de métaux au cours du premier semestre 2020 en raison de l'effondrement de l'activité manufacturière et de la construction dans le monde.

¹³ <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2020/06/08/the-global-economic-outlook-during-the-covid-19-pandemic-a-changed-world>

¹⁴ <https://www.iea.org/articles/energy-market-turmoil-deepens-challenges-for-many-major-oil-and-gas-exporters>

Ces économies sont très sensibles aux chocs mondiaux, notamment à la pandémie qui a entraîné une contraction de la demande mondiale de minéraux et de métaux au cours du premier semestre 2020 en raison de l'effondrement de l'activité manufacturière et de la construction dans le monde.



L'industrie manufacturière, en particulier dans le secteur des vêtements, dans les LIC/LDC, a été tout aussi touchée par l'effondrement de la demande de vêtements dans le monde entier. Selon l'UN DESA, les commandes des pays développés aux producteurs des LDC ont été fortement réduites, si bien que les exportations de vêtements des LDC devraient diminuer de 20 % en 2020¹⁵. Les services ont été tout aussi lourdement touchés, notamment dans le secteur du tourisme qui, pour certains LIC/LDC, représente plus de la moitié du produit intérieur brut (PIB). L'impact global de la pandémie sur les LDC a suscité une révision à la baisse des prévisions de croissance économique des LIC/LDC, de 5 à -0,4 %. Cette révision devrait entraîner une baisse de 2,6 % du revenu par habitant dans les LDC.

Les incertitudes commerciales engendrées par la pandémie de la COVID-19 ont renforcé l'importance de l'assurance-crédit pour soutenir les pays membres pendant la pandémie. Ce chapitre décrit la contribution de la SIACE à des secteurs spécifiques qui appuient les exportations, l'accès aux marchés et les PME, ainsi que le renforcement de la capacité d'assurance des OCE nationaux.

Réponse de la SIACE

Faciliter les exportations et l'accès aux marchés durant la pandémie de la COVID-19

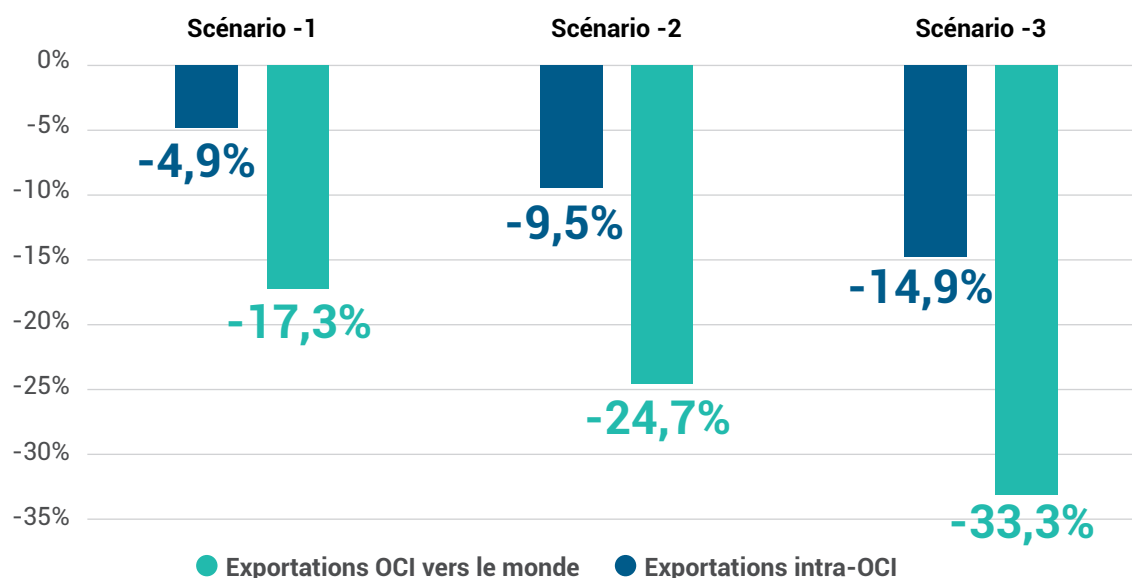
La facilitation des exportations par le biais de produits d'assurance dans les pays membres fait partie du mandat de la SIACE. L'assurance-crédit est devenue particulièrement essentielle durant la pandémie, car le commerce a été perturbé par les chocs de l'offre et de la demande. La pandémie de la COVID-19 intensifie les risques commerciaux du commerce transfrontalier, si bien que l'assurance-crédit est devenue nécessaire pour faciliter le commerce pendant la pandémie. La pandémie de la COVID-19 perturbe l'accès aux

marchés, car les chocs de l'offre et de la demande rendent les exportations plus risquées. Les clients de la SIACE, les PME surtout, sont confrontés à de nombreux défis dans leurs opérations commerciales en raison de la pandémie. Les solutions d'assurance de la SIACE ont permis aux exportateurs de poursuivre leurs activités sur les marchés existants en toute confiance et, dans certains cas, de pénétrer de nouveaux marchés. L'assurance de la SIACE donne aux entreprises bénéficiaires la protection dont elles ont besoin pour exporter durant la pandémie. Dans le récent sondage de satisfaction de la clientèle de la SIACE, 66 % des répondants ont convenu que la police d'assurance globale à court terme (CSTP) de la SIACE a facilité l'entrée effective de leurs entreprises sur de nouveaux marchés en 2020.

L'accès aux marchés a traditionnellement représenté un défi pour de nombreux exportateurs en raison des risques économiques, politiques et sociaux. Les risques étaient encore plus élevés en 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19, qui a provoqué la fermeture temporaire des frontières et une diminution de la demande dans certaines industries. L'OCI a déclaré trois scénarios économiques potentiels pour l'impact de la pandémie et la baisse des prix du pétrole sur les exportations des pays membres de l'OCI. Dans le premier scénario, où les prix du pétrole sont environ 42 % inférieurs à leur niveau moyen sur cinq ans et les autres produits de base sont environ 1 à 5 % inférieurs à leurs niveaux moyens, les exportations intra-OCI chuteraient de 4,9 % et leurs exportations d'environ 17 %. Dans le deuxième scénario, une baisse additionnelle des prix du pétrole de 55 % par rapport à leur niveau moyen sur cinq ans et de 5 à 10 % pour les autres produits de base entraînerait une diminution de 9,5 % du commerce intra-OCI et de 24,7 % des exportations de l'OCI vers le reste du monde. Dans le troisième scénario, des prix du pétrole inférieurs de 70 % à leur niveau moyen sur cinq ans et de 10 à 15 % pour les autres produits de base, entraîneraient des pertes supplémentaires dans les volumes d'exportation, mais ils signifieraient une part plus importante pour le commerce intra-OCI.¹⁶

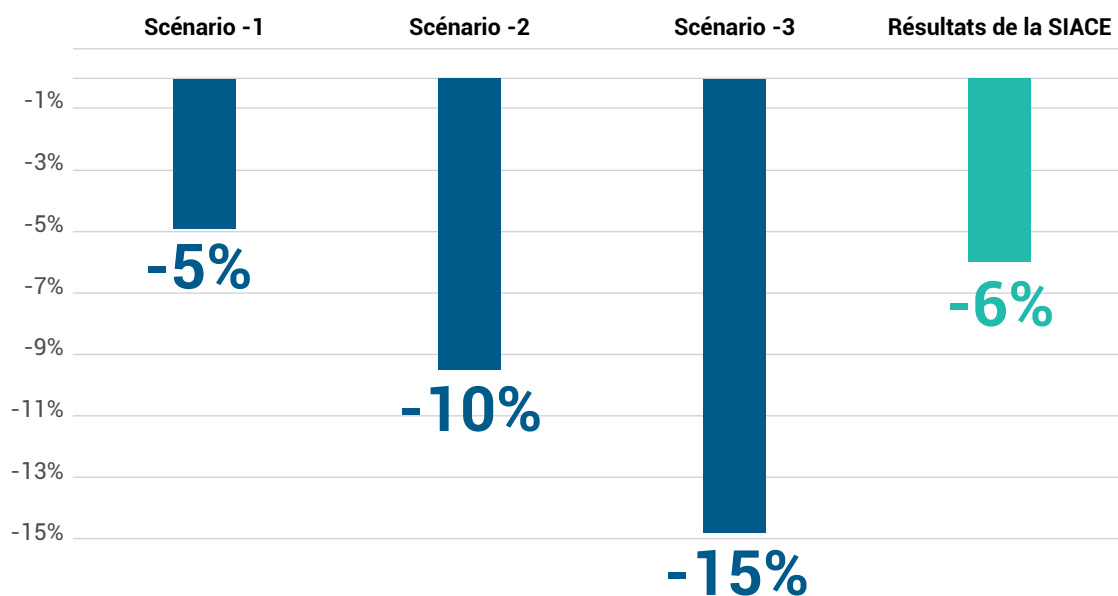
¹⁵ https://unctad.org/system/files/official-document/ldcr2020_ch1_en.pdf
¹⁶ <https://www.sesric.org/files/article/726.pdf>

Figure 6 : Scénarios potentiels de diminution des exportations des pays de l'OCI (% entre 2019 et 2020)



Les produits d'assurance de la SIACE ont aidé les entreprises à poursuivre leurs exportations là où elles le pouvaient. En 2020, la SIACE a assuré un total d'USD 7,9 millions d'exportations de pays membres. Tel que prévu, le volume de 2020 est inférieur à celui de 2019, puisque la COVID-19 a entraîné des restrictions commerciales, mais il cadrerait avec le scénario 1, la diminution étant de quelque 6 %.

Figure 7 : Comparaison de la diminution des exportations facilitées par la SIACE aux scénarios potentiels entre 2019 et 2020



Source : Calculs de SESRIC basés sur la Trade Map de l'ITC, les prix des matières premières du FMI et les statistiques de la Direction des statistiques commerciales du FMI.

Le soutien du commerce intra-OCI est une priorité de la SIACE. Depuis sa création, la SIACE a soutenu un total d'USD 28 milliards d'exportations intra-OCI (jusqu'au 31 décembre 2020), contre USD 24 milliards à la fin de 2019 (voir figure 8). Ces transactions intra-OCI ont été soutenues à travers l'Asie arabe, l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Une majorité de ces exportations provenaient d'Asie arabe, d'Europe et d'Asie centrale, alors que l'Afrique et l'Asie du Sud-Est étaient les principales destinations des importations intra-OCI. La SIACE reconnaît l'importance de soutenir les exportations de l'Afrique et de l'Asie du Sud et d'augmenter ainsi la part des exportations intra-OCI de ces pays.

Figure 8 : Exportations intra-OCI assurées en 2019 et 2020

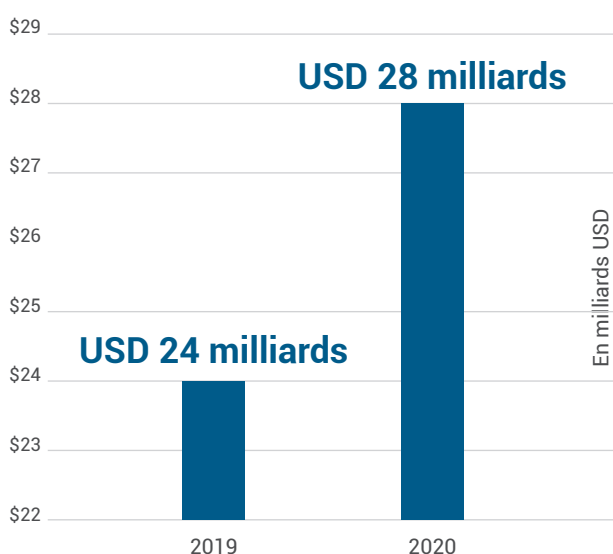
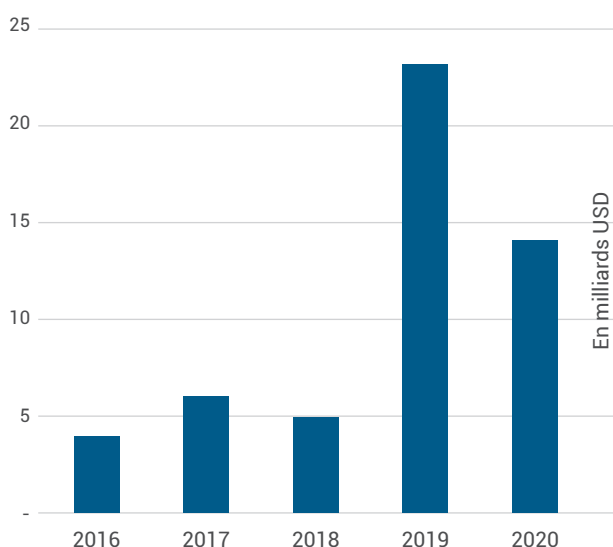


Figure 9 : Montant total des exportations assurées pour les LDMC, 2016 - 2020



Durant la pandémie, les exportations des pays membres de la SIACE considérés comme étant les moins avancés (LDMC) ont été lourdement affectées par suite d'une diminution de la demande pour leurs exportations. Cependant, la SIACE est intervenue pour fournir à ces pays membres l'assurance à l'exportation dont ils avaient besoin, pour un montant total d'USD 14,9 millions. La SIACE reconnaît l'importance de soutenir les exportations des LDMC, car elles sont essentielles pour générer des revenus et stimuler la croissance économique de ces pays. La SIACE a traditionnellement assuré les exportations des LDMC, et le montant de l'assurance a augmenté, passant d'USD 4 millions en 2016 à USD 23,5 millions en 2019. En 2020, ce montant était inférieur à celui de 2018 en raison des restrictions commerciales occasionnées par la COVID-19.

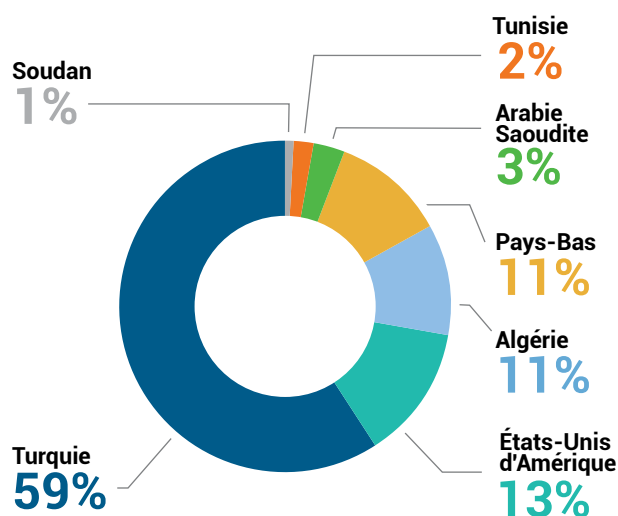
Renforcement de la capacité d'assurance des organismes nationaux de crédit à l'exportation pendant la pandémie

Les OCE nationaux jouent un rôle névralgique dans le soutien des exportations durant la pandémie. Les assureurs privés ayant réduit les limites de crédit des acheteurs, de nombreux clients de l'assurance-crédit se sont retrouvés beaucoup plus exposés au risque. Les institutions gouvernementales ont donc dû intervenir non seulement pour combler l'écart laissé par les assureurs privés en matière d'assurance-crédit, mais aussi pour stabiliser l'écosystème commercial pendant la pandémie. L'assurance-crédit que fournissent les OCE nationaux est essentielle pour soutenir le commerce en gérant les risques et les contraintes de liquidité. Cependant, alors que les effets négatifs de la pandémie sur les exportations ont continué de s'intensifier, les OCE ont été submergés par les demandes de soutien.

La SIACE est intervenue pour fournir à ces institutions un soutien en réassurance indispensable. Par exemple, la SIACE a soutenu l'OCE indonésien PT Asuransi Asei par le biais du programme de traité de réassurance de l'Eximbank. La réassurance fournie a renforcé le programme d'assurance-crédit à court terme de PT Asuransi Asei, ce qui lui permettra de soutenir des entreprises exportatrices de l'Indonésie. Grâce à ce financement, la SIACE a contribué à l'ODD 17, Partenariats pour la réalisation des ODD.

En réponse aux effets dévastateurs de la pandémie sur le commerce, les gouvernements et institutions de financement du développement ont fait une priorité d'aider les entreprises à poursuivre leurs activités commerciales par le biais des OCE nationaux. Cependant, ces OCE ont été de plus en plus débordés par la demande de capacité, particulièrement dans les pays en développement, car le nombre d'entreprises touchées par la pandémie augmentait. Dans le cadre de son mandat, la SIACE a soutenu les OCE de divers pays membres afin d'aider les entreprises à poursuivre leurs activités commerciales pendant la pandémie. Par ailleurs, les ententes de la SIACE avec un certain nombre d'OCE de l'OCDE ont permis de poursuivre les échanges commerciaux tout au long de l'année 2020. La SIACE a travaillé en étroite collaboration avec ces OCE nationaux en fournissant une capacité d'assurance additionnelle par le biais de mécanismes de réassurance facultative et de réassurance par traité. Grâce à ces deux mécanismes de réassurance, la SIACE a fourni un soutien à hauteur d'USD 1,7 milliard à 13 OCE nationaux.

Figure 10 : Part des activités assurées avec des OCE nationaux, 2020



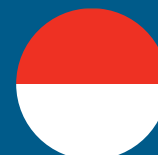
Soutenir les PME dans les marchés d'exportation et les chaînes de valeur

La pandémie a eu un impact particulièrement dévastateur sur les PME, notamment dans les secteurs les plus durement touchés comme le tourisme et les voyages. La pandémie a non seulement affecté la productivité de ces entreprises, mais aussi l'emploi en raison des arrêts de production et des licenciements. L'impact de la COVID-19 sur les PME est particulièrement préjudiciable, puisque ces dernières génèrent une part importante de l'emploi. Les PME de l'économie informelle des LIC/LDC, qui fournissent le plus grand nombre d'emplois dans ces pays, ont été sérieusement touchées. Étant donné qu'elles fonctionnent en marge de l'économie formelle, l'aide gouvernementale était limitée. La SIACE a apporté un soutien indispensable aux PME en souscrivant des facilités de prêts pour PME et en assurant des lettres de crédit, pour qu'elles puissent continuer d'exporter. Lors du récent sondage sur la satisfaction de la clientèle, la totalité des répondants étaient plutôt d'accord ou d'accord avec le fait que la police d'assurance-crédit documentaire (DCIP) de la SIACE avait amélioré la capacité de leur entreprise à servir les PME clientes.

Faits saillants de projets

Programme de traité de réassurance quote-part à l'intérieur avec PT Asuransi Asei Indonesia

Pays membre	Indonésie
Produit	IQTP
Client	PT Asuransi Asei Indonesia
Volume	USD 129 millions (activités assurées jusqu'au 2T 2020)
Durée	Annuelle (1 janvier 2020 - 31 décembre 2020)



Rôle de la SIACE

Ce programme de traité de réassurance quote-part avec PT Asuransi Asei Indonesia est le deuxième qu'a signé la SIACE avec un OCE de la région de l'Asie. Le programme de traité de réassurance avec Indonesia Eximbank a été signé en 2018 et a été renouvelé continuellement depuis. C'est une indication claire que la présence de la SIACE dans la région est prisée par les OCE des pays membres, car ils s'attendent non seulement à ce que la SIACE renforce leur capacité d'assurance, mais aussi à se familiariser avec les services de la SIACE, tout particulièrement ses programmes/polices à moyen terme, et à élargir leur accès et leur réseau au Groupe de la BID, dont des entités telles que l'ITFC et l'ICD qui peuvent potentiellement appuyer leurs assurés par du financement.

La SIACE a fourni une capacité de réassurance à l'appui du programme d'assurance-crédit à court terme de PT Asuransi Asei Indonesia.

Contribution aux ODD

ODD 8 : Travail Décent et Croissance Économique – L'impact sur le développement découle du soutien de la SIACE pour le commerce et les exportations indonésiennes, ce qui facilite indirectement la création d'emplois et la croissance économique.



FOURNIR DU FINANCEMENT CONFORME À LA CHARIA À L'APPUI DES EFFORTS D'ENDIGUEMENT DE LA COVID-19



“ La finance islamique offre deux lignes de défense contre les crises. La première ligne de défense contre le risque endogène est l'intégration étroite de la finance avec les activités économiques réelles et le partage des risques. La deuxième et principale ligne de défense contre le risque exogène est un solide filet de sécurité sociale.

Points saillants



Valeur totale des activités assurées en vertu des polices BMP :

USD 297 millions



Valeur totale des activités assurées en vertu des polices DCIP :

USD 2,9 milliards



Nombre de banques ayant fait équipe avec la SIACE :

23

Impact de la COVID-19

La finance islamique est responsable, éthique et durable. Elle a joué un rôle névralgique dans les économies de l'OCI pour atténuer les effets de crises produites de manière endogène, comme la crise financière mondiale, et fournir un filet de sécurité solide contre des chocs tels que la crise de la COVID-19. La finance islamique offre deux lignes de défense contre les crises. La première ligne de défense contre le risque endogène est l'intégration étroite de la finance avec les activités économiques réelles et le partage des risques. La deuxième et principale ligne de défense contre le risque exogène est un solide filet de sécurité sociale. Ce système de défense permet aux systèmes financiers islamiques bien développés de maintenir des performances économiques positives pendant les ralentissements économiques cycliques.

La pandémie de la COVID-19 a posé des défis en matière de liquidité, de résilience et de capital pour le secteur bancaire islamique, la plus grande composante de l'industrie financière islamique¹⁷. Toutefois, la BID s'attend à ce que l'impact de la crise sur les banques islamiques soit comparable à celui sur les banques conventionnelles, étant donné la similitude de leur modèle économique¹⁸. Le marché des capitaux islamiques Sukuk a également été touché par la pandémie de la COVID-19, ce qui a entraîné une dégradation des notations de crédit qui, à son tour, limitera la disponibilité des fonds pour les émetteurs de haute qualité. L'une des principales préoccupations sur les marchés des titres à revenu fixe est la capacité des émetteurs existants d'assurer le service de la dette en raison des mesures de confinement prises pour limiter la propagation du virus. La détérioration des conditions économiques, l'effondrement des prix du pétrole ou un changement à long terme vraisemblable du comportement des consommateurs devraient encore aggraver la détérioration des fondamentaux du crédit.

“ La détérioration des conditions économiques, l'effondrement des prix du pétrole ou un changement à long terme vraisemblable du comportement des consommateurs devraient encore aggraver la détérioration des fondamentaux du crédit.



17 https://www.isdb.org/sites/default/files/media/documents/2020-10/1.%20IsDB%20Group%20Report%20on%20Covid-19%20and%20Islamic%20Finance_FINAL.pdf

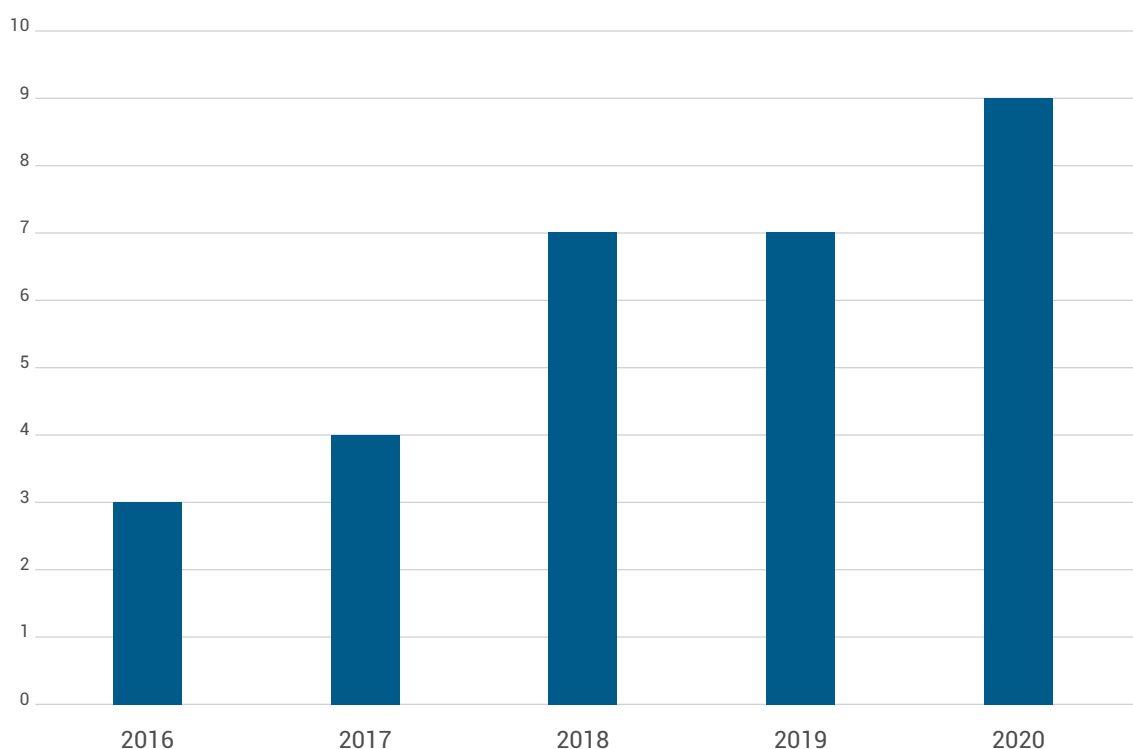
18 https://www.isdb.org/sites/default/files/media/documents/2020-10/1.%20IsDB%20Group%20Report%20on%20Covid-19%20and%20Islamic%20Finance_FINAL.pdf

La réponse de la SIACE

Accès amélioré à la finance islamique

Malgré les effets néfastes de la pandémie, la SIACE s'est employée à atténuer les risques afin de maintenir le flux des échanges commerciaux et des investissements en proposant des solutions d'assurance multilatérales conformes à la Charia. La SIACE s'est associée à de nombreuses institutions financières dans le cadre de sa Police d'assurance globale de banque (BMP) qui aide les banques à récupérer jusqu'à concurrence de 90 % de leurs pertes en cas de non-paiement. Grâce à la BMP, la SIACE facilite l'accès à la finance islamique pour les exportateurs qui éprouvent des difficultés à obtenir du fonds de roulement conforme à la Charia. En 2020, cinq nouveaux titulaires de polices BMP, DCIP et STP ont été ajoutés au portefeuille de la SIACE, ce qui porte à 23 le nombre total de ces titulaires en 2020 et à 54 le nombre de titulaires depuis le début. En soutenant 23 institutions financières par le biais de ses polices BMP, DCIP et STP, la SIACE a couvert des transactions d'une valeur totale d'USD 3,81 milliards. Les produits d'assurance-crédit de la SIACE conformes à la Charia, tels que les polices BMP et DCIP, sont essentiels pour appuyer les institutions financières islamiques qui offrent des solutions de financement du commerce conformes à la Charia. Et en s'associant avec ces institutions financières, la SIACE a aussi contribué directement à l'ODD 17, Partenariats pour la réalisation des ODD. La figure 11 illustre le nombre de pays ayant des polices BMP actives entre 2016 et 2020.

Figure 11 : Nombre de pays ayant des polices BMP actives



Même si l'année 2020 a été marquée par des défis, certaines opportunités de développement du financement conforme à la Charia ont été identifiées. La demande d'assurance conforme à la Charia augmente rapidement, tant de la part des compagnies d'assurance privées et des courtiers que des acteurs du secteur public. Les sociétés, y compris la Lloyd's of London, ont connu une demande croissante d'assurance spécialisée conforme à la Charia au Moyen-Orient et ailleurs. Pour pénétrer ces marchés, la SIACE a travaillé avec le marché de la Lloyd's afin d'introduire des produits d'assurance et de réassurance Takaful et de faciliter l'accès à un financement conforme à la Charia.

Partenariats pour la promotion de la finance islamique

La SIACE a également contribué à faire connaître la finance islamique au niveau international grâce à son partenariat avec Islamic Finance News (IFN), où la SIACE fait office de partenaire stratégique multilatéral pour les nombreuses conférences de l'IFN. L'IFN est une publication numérique, sur abonnement, qui offre une couverture exclusive et complète des marchés financiers islamiques mondiaux. L'IFN dispose d'un réseau de contacts inégalé qui donne des conseils sur différentes questions touchant les marchés conformes à la Charia¹⁹.

Pour son rôle essentiel dans la promotion du financement conforme à la Charia, la SIACE a reçu le prix "Global Islamic Export Credit and Political Risk Insurance Award for 2020" lors de la 10ème édition annuelle des Global Islamic Finance Awards (GIFA). C'est la quatrième fois que la SIACE reçoit cette distinction depuis son introduction en 2016, les prix précédents ayant été décernés respectivement en 2016, 2017 et 2018.

Points saillants projets

Financement d'importations essentielles au Nigéria

Pays membre	Nigéria
Produit	BMP Murabaha
Client	BMCE BANK OF AFRICA MOROCCO
Volume	USD 12,5 millions (plafond de la SIACE)
Durée	6 mois



Rôle de la SIACE

La transaction consiste en l'émission par la SIACE de la toute première BMP Murabaha en faveur d'une banque marocaine, BMCE Bank of Africa Morocco. BMCE Morocco était l'arrangeur principal mandaté afin de fournir 25 millions USD en faveur d'une banque nigériane. Le financement était requis de toute urgence pour obtenir des importations de nourriture et de pétrole raffiné, afin de compenser la détresse sociale et économique causée par la pandémie de la COVID-19. Comme d'autres pays en développement, le Nigéria est aux prises avec les impacts sanitaires et socio-économiques néfastes de la pandémie de la COVID-19 et a un besoin critique d'importations stratégiques. La SIACE a joué un rôle crucial dans la facilitation des flux commerciaux et a renforcé la confiance parmi les pays membres, en particulier pendant la crise économique. La SIACE a couvert 50% du financement syndiqué, contribuant ainsi au succès de la syndication, grâce à son mécanisme d'atténuation des risques.

Contribution aux ODD

ODD 10 : Réduire les inégalités - Le développement des pays membres a été réalisé grâce au soutien du flux commercial intra-OCI de produits essentiels pendant la crise de la COVID-19. L'intervention de la SIACE dans la transaction a permis de soutenir directement la banque nigériane et de renforcer la résilience du secteur privé.



19 <https://www.islamicfinancenews.com/about-us>

CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES DURANT LA COVID-19



“ Le FMI a prévu une contraction de l'économie mondiale de 4,9%, soit 1,9 point de pourcentage de moins que les prévisions d'avril 2020 des Perspectives de l'économie mondiale (WEO). La pandémie devrait également faire baisser le PIB de 2021 de quelque 6,5 points de pourcentage par rapport aux projections antérieures de janvier 2020, avant l'éclosion de la COVID-19.

Faits saillants



**USD 1,9
milliard**

d'investissements
facilités dans les pays
membres



**USD 587
millions**

d'investissements
intra-OCI appuyés en
2020



**USD 14
millions**

d'exportations dans
les LDMC appuyées
en 2020



**USD 5,4
milliard**

d'activités assurées
dans le secteur de
l'énergie

Impact de la COVID-19

La pandémie de la COVID-19 a eu un impact dévastateur sur les progrès réalisés en matière de développement dans le monde entier. De nombreux pays, qui ont déjà du mal à satisfaire leurs besoins fondamentaux, ont vu leur capacité à faire face aux mesures de développement se détériorer davantage. Les défis du développement économique se sont accrus, entraînant une baisse du PIB des pays et un impact négatif sur les investissements à long terme en raison de l'évolution des priorités. Le FMI a prévu une contraction de l'économie mondiale de 4,9 %, soit 1,9 point de pourcentage de moins que les prévisions d'avril 2020 des Perspectives de l'économie mondiale (WEO). La pandémie devrait également faire baisser le PIB de 2021 de quelque 6,5 points de pourcentage par rapport aux projections antérieures de janvier 2020, avant l'éclosion de la COVID-19. L'impact de la pandémie sur la croissance des pays a annulé certains des progrès réalisés en matière de croissance économique, notamment dans les LIC/LDC.

La pandémie a également sapé la confiance des investisseurs en raison de l'incertitude accrue qu'elle a engendrée. Au début de la pandémie, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) prévoyait une diminution de 5 à 15 % des flux d'IDE²⁰. Les investisseurs étaient incertains quant aux performances de certaines industries et économies pendant et après la pandémie, et ont donc retenu leurs investissements. Les LIC et les LDC ont été particulièrement touchés par les bourrasques économiques provenant de multiples facteurs, notamment la pression exercée sur des systèmes de santé déjà fragiles, la perte de commerce et de tourisme, la diminution des envois de fonds qui devraient chuter à USD 445 milliards en 2020, contre USD 554 milliards en 2019, la diminution des flux de capitaux et le resserrement des conditions financières dans un contexte d'endettement croissant.

“ Au début de la pandémie, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) prévoyait une diminution de 5 à 15 % des flux d'IDE



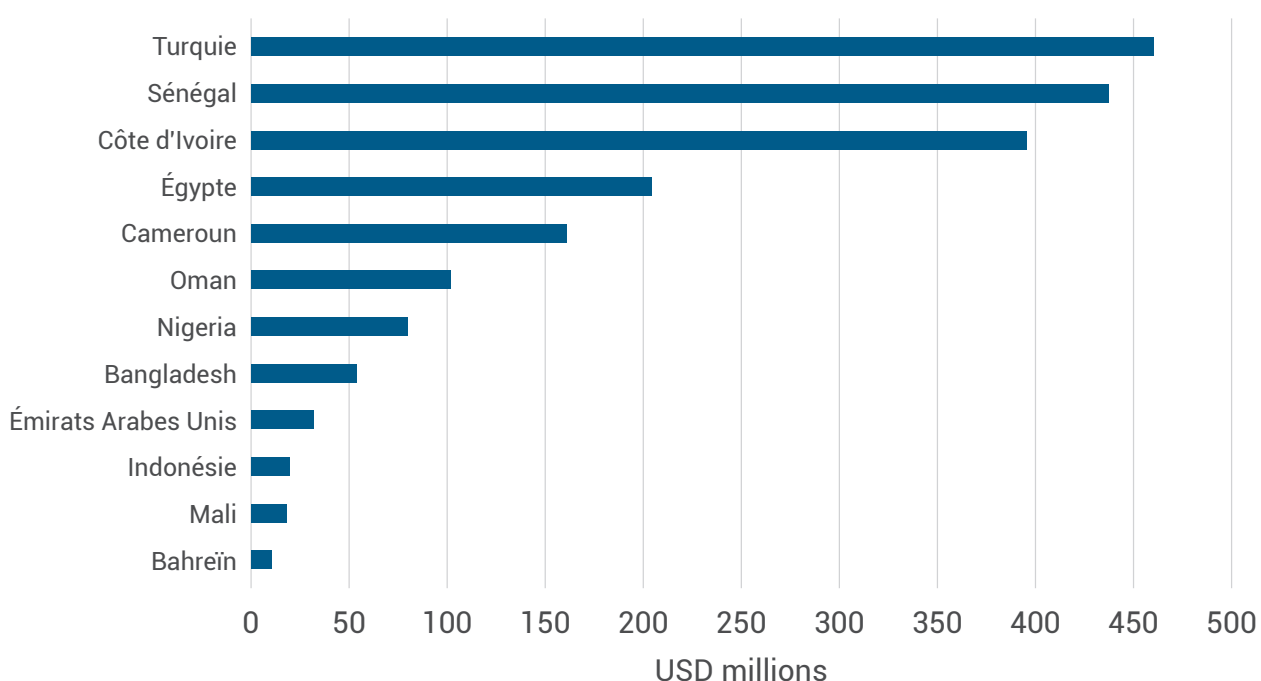
20 <https://unctad.org/press-material/impact-coronavirus-outbreak-global-fdi>

Réponse de la SIACE

Confiance accrue des investisseurs

L'investissement direct étranger (IDE) est une source essentielle de facilitation de la croissance économique par la fourniture d'investissements de capitaux qui pourraient ne pas être disponibles auprès des sources nationales. Par ailleurs, lorsque des entreprises étrangères établissent des filiales dans les pays membres, elles créent des emplois ainsi qu'un transfert de connaissances qui est également crucial pour développer les compétences de la main-d'œuvre dans les pays membres. La SIACE reconnaît l'importance des IDE et mobilise les investissements par le biais de ses polices d'assurance investissements étrangers. Ces polices couvrent les risques politiques, économiques et sociaux pour les investisseurs étrangers. Ces polices ont été particulièrement importantes pendant la pandémie de la COVID-19, car les investisseurs étrangers ont été confrontés aux risques associés à la pandémie. En 2020, la SIACE a assuré un total d'USD 1,98 milliard d'investissements dans 21 pays, ce qui porte le total des investissements assurés par la SIACE depuis sa création à USD 14,9 milliards. Une majorité des investissements ont été assurés dans des économies émergentes et en développement où les investissements sont souvent plus risqués (voir la figure 12).

Figure 12 : Investissements assurés dans les pays membres, 2020



La SIACE reconnaît l'importance des IDE et mobilise les investissements par le biais de ses polices d'assurance investissements étrangers. Ces polices couvrent les risques politiques, économiques et sociaux pour les investisseurs étrangers.



Soutien aux secteurs stratégiques

Figure 13 : Activités assurées par la SIACE par secteur stratégique en 2020

Agriculture



**USD 42,1
millions**

Santé



**USD 369,6
millions**

Infrastructure



**USD 585,6
millions**

Services



**USD 860,7
millions**

Manufacturière



**USD 2,1
milliards**

Énergie



**USD 5,4
milliards**

La SIACE joue un rôle clé dans l'atténuation des risques et la promotion de la relance, d'autant plus que la pandémie affaiblit les activités de commerce et d'investissement à l'échelle mondiale. Le Groupe de la BID a engagé USD 2,3 milliards d'aide pour soutenir les besoins stratégiques des pays membres. Il a également créé un "Programme stratégique de préparation et de riposte" spécial d'USD 730 millions pour aider les pays membres de l'OCI à atténuer l'impact sanitaire et socioéconomique négatif de la pandémie de la COVID-19. Cette ressource vise à stimuler la relance des pays membres après la pandémie en contribuant à rétablir et à rebâtir leurs économies. La SIACE a soutenu cette initiative en fournissant une couverture d'assurance d'USD 150 millions. L'assurance-crédit et l'assurance risques politiques ainsi fournies permettront de soutenir les importations de produits de base stratégiques, de protéger les investissements et de minimiser la volatilité.

L'ICERI a contribué à un certain nombre de projets stratégiques dans les pays membres, et facilité des transactions permettant de répondre aux besoins sociaux et économiques urgents pendant la pandémie. Par exemple, la SIACE a accordé une assurance pour la confirmation de LC d'une valeur d'USD 9 millions à BMCE Bank of Africa Morocco pour garantir des importations urgentes de produits de base stratégiques au Sénégal. Une autre transaction facilitée par l'initiative d'intervention d'urgence COVID-19 de la SIACE et de l'ISFD portait sur l'émission d'une couverture d'USD 5,5 millions à la succursale de Singapour de la State

Bank of India (SBI) par la SIACE, pour l'importation critique de produits de base agricoles tels que le blé. L'engagement de la SIACE dans cette transaction a contribué à la sécurité alimentaire et à la réalisation de l'ODD 2 "Faim zéro" en Inde. Pour faciliter la sécurité énergétique de la Tunisie, la SIACE a fourni une couverture d'assurance, par le biais de sa Police globale de banque, d'une valeur d'USD 4,75 millions à la banque européenne, CHAABI, et une couverture d'USD 19 millions à BMCE Bank of Africa Morocco par le biais de l'ICERI. L'intervention de la SIACE et de l'ISFD a permis à la population tunisienne d'accéder à de l'énergie en facilitant l'accès aux intrants énergétiques essentiels pour la Société Tunisienne de l'Electricite et du Gaz (STEG).

En plus d'aider les pays membres à importer des produits de base essentiels, l'intervention de la SIACE et de l'ISFD a facilité la participation de banques commerciales internationales à la syndication en réduisant le taux d'intérêt des banques commerciales. Elle a également démontré l'ampleur de la synergie et des partenariats existant entre les entités de la BID en vue de la contribution au développement et à l'innovation dans la lutte contre la détresse sociale et économique dans les pays membres de l'OCI. Cette intervention est en phase avec l'ODD 17, Partenariats pour la réalisation des ODD. L'intervention de la SIACE dans ces transactions a été décisive pour mobiliser des financements auprès de banques commerciales, dans des conditions de marché difficiles causées par la pandémie de la COVID-19.

Appui des besoins des pays membres par l'entremise du Programme de réponse d'urgence à la COVID-19 SIACE-ISFD (ICERI)

La SIACE et le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (ISFD), l'entité du Groupe de la BID responsable d'alléger la pauvreté, ont créé une initiative de riposte et de résilience rapide à la COVID-19 (ICERI) pour aider les pays membres à affronter les défis de la COVID-19. Les pays bénéficiaires ont été choisis en fonction de leur admissibilité, laquelle a été déterminée d'après leur degré de dépendance sur les importations. Certains pays membres de la BID ont été priorités pour qu'ils puissent combler leurs besoins en importations de médicaments, de matériel médical, de fournitures alimentaires et d'autres denrées essentielles. L'ISFD a attribué une subvention à hauteur d'USD 400 millions à la SIACE, qui sert à subventionner les primes d'assurance afin d'assurer l'approvisionnement de ces aliments, fournitures médicales et produits de base.

“ La SIACE est résolue à appuyer les pays membres de l'OCI à se remettre de la pandémie de la COVID-19. La Société est heureuse de collaborer avec l'ISFD et de mettre à profit les synergies du Groupe de la BID afin de renforcer la capacité de nos organisations de soutenir les efforts de secours. L'ICERI accorde la priorité aux transactions liées aux importations urgentes pour que les citoyens aient accès à des denrées essentielles durant cette période difficile.

Oussama Kaissi, DG, SIACE



L'ICERI propose un soutien en assurance pour l'approvisionnement de produits urgents tels que de l'équipement médical, des produits pharmaceutiques et d'autres biens liés à la lutte contre la COVID-19, notamment mais sans y être limités de l'équipement de protection, des trousse de test, des agents d'assainissement, des ventilateurs, etc. Il comprend également un soutien pour des denrées essentielles telles que des aliments et des produits énergétiques.

La SIACE et l'ISFD ont mis en place une équipe de mise en œuvre pour exécuter les procédures d'attribution de la subvention de l'ISFD aux transactions éligibles. La SIACE assume les tâches opérationnelles d'assurance et de suivi des transactions dans le cadre de ses activités habituelles. La Société reste engagée à accorder la priorité aux transactions liées à COVID-19 afin de maximiser autant que possible l'impact de la subvention de l'ISFD. La plupart des transactions financées par l'ICERI sont dirigées par les gouverneurs et les ministères de la santé des pays membres éligibles, car ce sont eux qui connaissent le mieux les besoins locaux les plus urgents de leurs pays respectifs.

L'ICERI cible deux des 3R du Groupe de la BID, à savoir :

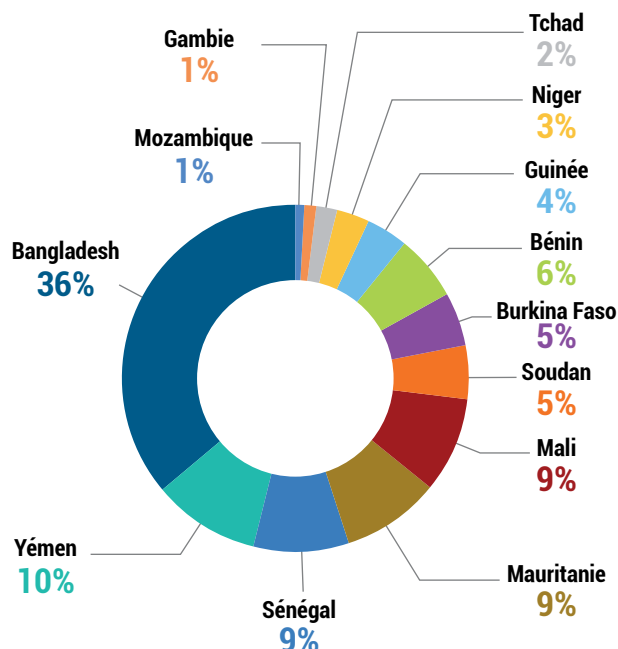
- R1 : Répondre par des actions de déboursement immédiat pour aider les pays membres à agir rapidement pour atténuer l'impact négatif de la COVID-19.
- R2 : Rétablir au moyen d'interventions à moyen terme afin de renforcer les infrastructures de santé et les systèmes économiques afin de surmonter le pic de la pandémie.

“ Face à la flambée de protectionnisme alimentée par la pandémie ainsi qu'au coût économique apparent pour nos pays membres, le Groupe de la BID reconnaît la nécessité de mobiliser des secours pour les pays de l'OCI qui dépendent fortement des importations, en particulier pour des denrées essentielles telles que les produits pharmaceutiques et les denrées alimentaires. Les contributions de l'ISFD à l'ICERI représentent un effort de collaboration avec la SIACE pour accroître la capacité à maintenir ces flux de commerce et d'investissement vitaux.

Amélioration de l'accès au financement du commerce pour les LIC/LDC

16 des pays membres de la SIACE sont classés comme LDC et ces pays reçoivent souvent un financement commercial et des investissements limités en raison des risques qui y sont associés. La SIACE a traditionnellement fourni un financement commercial indispensable aux LDC en assurant divers investissements et transactions commerciales, et en appuyant des banques émettrices. Pendant la pandémie de la COVID-19, le soutien de la SIACE a été particulièrement important dans les LIC/LDC étant donné les impacts sociaux et économiques de la pandémie. En 2020, la SIACE a fourni de l'assurance investissement d'une valeur totale d'USD 510 millions aux LIC/LDC de 13 pays. Le soutien aux investissements a permis de créer ou de maintenir des emplois dans ces pays pendant la pandémie. La SIACE a également favorisé l'accès au financement du commerce dans les LIC/LDC en soutenant les institutions financières de ces pays. En 2020, la SIACE a appuyé 32 LIC/LDC, ce qui porte à 92 le nombre total de banques soutenues par la SIACE depuis sa création (voir la figure 14). Il est crucial de soutenir les investissements et l'accès au financement du commerce dans les LIC/LDC, car ce sont les piliers d'économies fortes et résilientes qui résisteront aux impacts socioéconomiques néfastes de la pandémie de la COVID-19.

Figure 14 : Répartition des banques émettrices appuyées dans les pays membres LIC/LDC



Points saillants projets

Non-Respect des Obligations Financières Souveraines (NHSO)

Pays membre	Égypte
Produit	Non-Respect des Obligations Financières Souveraines (NHSO)
Client	Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC), succursale de Londres
Volume	USD 135 millions
Durée	12 mois



Rôle de la SIACE

Dans le cadre de la stratégie du gouvernement égyptien visant à diversifier les sources de financement et à l'aider à faire face aux nouvelles dépenses considérables nécessaires pour lutter contre l'impact économique et social de la pandémie de la COVID-19, le Ministère des Finances de l'Égypte a nommé des banques internationales pour mobiliser une facilité syndiquée d'USD 1,5 milliard. La SIACE a émis une police NHSO en faveur de la succursale de Londres de la SMBC, en tant que chef de file mandaté à l'égard de sa participation d'USD 135 millions dans la facilité syndiquée. La contribution de la SIACE est essentielle, car la facilité syndiquée sera attribuée aux efforts que déploie le gouvernement égyptien pour lutter contre l'impact économique et social de la pandémie de la COVID-19. Depuis l'écllosion de la pandémie au début de 2020, la SIACE a priorisé les transactions liées à la lutte contre la pandémie de la COVID-19.

Contribution aux ODD

ODD 10 : Réduction des inégalités - La couverture de la SIACE aide l'Égypte à lutter contre l'impact économique et social de la pandémie de la COVID-19, contribuant ainsi directement à l'ODD 10 visant à réduire les inégalités entre les pays.

ODD 8 : Travail décent et croissance économique - La couverture contribuera également à l'ODD 8 et favorisera une croissance inclusive et durable, l'emploi et le travail décent.



CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURANT LA COVID-19



“ La pandémie a mis en évidence la fragilité des systèmes de soins de santé nationaux et mondiaux. De nombreuses installations médicales ont été débordées en raison d'une insuffisance de ressources humaines et matérielles, si bien que certains patients ont été refusés dans les pays où le nombre de cas est élevé. La pandémie a également révélé l'importance de l'ODD 3, qui consiste à garantir la santé et à promouvoir le bien-être pour tous.

Points saillants



Activités assurées dans les secteurs à prépondérance de main-d'œuvre

USD 58 millions

en 2020



USD 4,7 milliards

de soutien à l'infrastructure fourni aux pays membres depuis notre création



Activités assurées dans le secteur de la santé

USD 370 millions

en 2020



USD 42 millions

d'assurance fournie au secteur agricole

Impact de la COVID-19

La pandémie de la COVID-19 a suscité des impacts sanitaires et économiques qui mettent en péril les progrès réalisés jusqu'à présent au titre du développement humain dans les pays membres de la SIACE. La pandémie a mis en évidence la fragilité des systèmes de soins de santé nationaux et mondiaux. De nombreuses installations médicales ont été débordées en raison d'une insuffisance de ressources humaines et matérielles, si bien que certains patients ont été refusés dans les pays où le nombre de cas est élevé. La pandémie a également révélé l'importance de l'ODD 3, qui consiste à garantir la santé et à promouvoir le bien-être pour tous. Comme le reste du monde, les pays membres de la SIACE ont été gravement touchés par la pandémie.

L'impact préjudiciable de la pandémie a considérablement réduit à néant les progrès accomplis dans la réalisation des ODD, notamment l'ODD 3. La pandémie a non seulement affecté la santé des citoyens des pays, mais a également entraîné le retard d'autres programmes de santé. Par exemple, 70 pays ont signalé des perturbations modérées à graves ou une suspension totale des services de vaccination des enfants en mars et avril 2020. Les pays en développement ont été particulièrement touchés, car la majorité d'entre eux avaient déjà des systèmes de soins de santé fragiles qui menaçaient de crouler avec la pandémie. Ces pays sont plus susceptibles de continuer à voir une augmentation des cas étant donné l'accès limité au vaccin. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), près de 40 millions de doses ont été administrées dans au moins 49 pays à revenu élevé, contre 25 doses seulement dans un seul des pays à faible revenu. L'éducation a également été fortement touchée, puisque près de 370 millions d'enfants n'ont pas pu bénéficier de repas scolaires au cours des mois de mars et avril 2020. Les répercussions sociales de la pandémie auront des effets considérables sur le développement des pays à l'avenir, notamment les LIC/LDC.

Sur le plan économique, la pandémie a entraîné une hausse massive du chômage. Avant la COVID-19, les estimations du

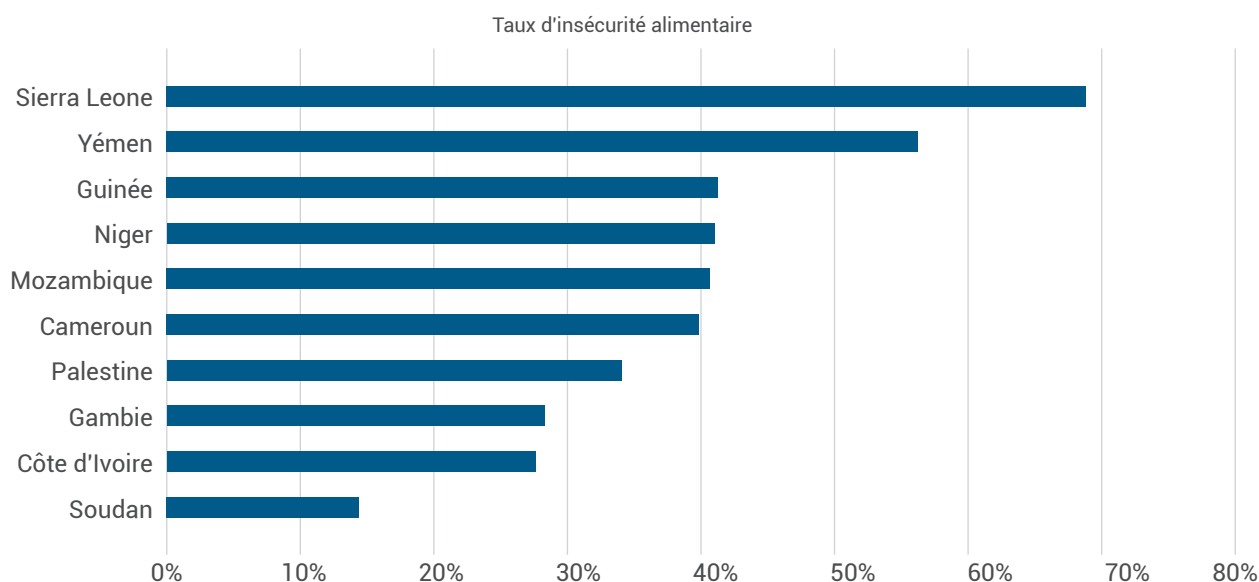
chômage dans les pays membres de l'OCI s'élevaient à 47,7 millions, mais depuis le début de la pandémie, ces estimations sont passées à entre 53,3 et 55,4 millions. Cette augmentation de 8 millions de chômeurs constitue un revers significatif en regard des progrès réalisés ces dernières années pour réduire le chômage dans les pays membres. Les taux de chômage élevés sont également corrélés à une réduction des revenus, entraînant une baisse du niveau de vie. La création d'emplois est donc un élément crucial pour aider les pays membres à se remettre de l'impact de la pandémie de la COVID-19.

La pandémie a également eu un impact sur la sécurité alimentaire des pays membres de la SIACE. La hausse du chômage a fait en sorte que de larges populations ne peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires journaliers et l'augmentation des prix des aliments due aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement agricole n'a fait qu'exacerber le problème. Dans un même temps, les pays dépendant des importations alimentaires étaient les plus à risque, en raison des perturbations du commerce international et des fluctuations de taux de change. Parmi les pays membres de la SIACE, les pays en développement ont été les plus durement touchés par les niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Alors que la pandémie se poursuit, les pays membres ont besoin de soutien pour renforcer leur sécurité alimentaire.

« Parmi les pays membres de la SIACE, les pays en développement ont été les plus durement touchés par les niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Alors que la pandémie se poursuit, les pays membres ont besoin de soutien pour renforcer leur sécurité alimentaire.



Figure 15 : L'insécurité alimentaire dans les 10 principaux pays membres de l'OCI



Source : Les calculs de la SIACE sont basés sur Schmidhuber et al. (2020)

Réponse de la SIACE

En 2020, la SIACE a joué un rôle essentiel en soutenant les pays membres, en veillant à ce qu'ils soient en mesure de maintenir et de créer des emplois, en soutenant l'importation de produits alimentaires essentiels, en améliorant l'accès aux infrastructures de soins de santé et en sécurisant les fournitures médicales nécessaires pour lutter contre la propagation de la COVID-19.

Accès aux infrastructures et services de santé

Tout au long de la pandémie de la COVID-19, l'accès aux infrastructures de soins de santé a été une priorité pour les pays membres de la SIACE. Les États membres de l'OCI ont représenté environ 11 % des cas mondiaux et 10 % des mortalités mondiales. L'accès à une infrastructure de soins de santé de qualité est non seulement essentiel pour que les citoyens puissent se faire soigner, mais cette infrastructure sera également précieuse pour le déploiement des vaccins. En

2020, les pays membres ont priorisé l'amélioration de l'accès aux infrastructures et ont choisi la SIACE comme créancier privilégié pour entreprendre des projets d'infrastructures de santé. Depuis sa création il y a 27 ans, la SIACE a assuré des activités d'une valeur totale d'USD 1,7 milliard dans le secteur de la santé.

Le soutien de la SIACE a été particulièrement percutant dans les pays en développement où les systèmes de santé sont très fragiles. En 2020, la SIACE a assuré plusieurs projets liés à la santé visant à renforcer les systèmes de santé des pays membres. En Côte d'Ivoire, la SIACE a assuré le risque de non-

respect des obligations financières souveraines pour soutenir la construction de deux nouveaux hôpitaux régionaux et de cinq nouvelles unités médicales dans cinq autres hôpitaux. Le projet a été financé par Deutsche Bank et est appuyé par le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). En soutenant cette transaction, la SIACE a contribué à l'ODD 3, Santé et bien-être pour tous, ainsi qu'à l'ODD 17, Partenariats pour la réalisation des ODD.

La SIACE a également soutenu l'acquisition et l'installation d'équipement médical de tomodensitométrie essentiel au Pakistan par le biais de sa Police de transaction spécifique (STP). Cette transaction a amélioré considérablement l'accès à de l'équipement de diagnostic médical essentiel dans la province du Punjab, la province la plus peuplée du Pakistan. En améliorant l'accès aux infrastructures médicales, la SIACE a contribué à l'ODD 3, Santé et bien-être pour tous.

Points saillants projets

Assurance contre le non-respect d'obligations financières souveraines en Côte d'Ivoire

Pays membre	République de Côte d'Ivoire
Produit	Non-respect d'obligations financières souveraines
Client	Deutsch Bank AG
Volume	EUR 142 millions
Durée	10 ans



Rôle de la SIACE

Au terme d'une longue période de sous-investissement, la Côte d'Ivoire éprouvait des lacunes sérieuses d'infrastructure dans le secteur de la santé. Environ 33% de la population vivait à une distance de plus de 5 kilomètres d'un établissement de soins de la santé, et un autre 10%, à plus de 15 km. Afin d'améliorer la prestation de soins de la santé, le gouvernement a attribué une somme d'EUR 1,27 milliard sur deux ans (2018-2020), en vue de l'aménagement de divers hôpitaux régionaux, de la rénovation et de la fourniture de nouvel équipement et d'autres installations de santé à travers le pays. Le soutien de la SIACE permet aux Ivoiriens d'accéder à un meilleur système de santé et aide le pays à réaliser les objectifs de son Programme de développement national.

Contribution aux ODD

ODD 3 : Bonne santé et bien-être pour tous – L'impact sur le développement découle du soutien de la SIACE à une amélioration de l'accès à une infrastructure de soins de la santé, ce qui se traduit par une amélioration de la santé et du bien-être en Côte d'Ivoire.



Maintien et création d'emplois durant la pandémie de la COVID-19

La SIACE reconnaît l'importance de maintenir et de créer des emplois pour compenser l'impact de la pandémie sur l'emploi dans les pays membres. La création d'emplois dans les pays membres n'est pas seulement importante en raison de la pandémie, mais aussi parce que la population en âge de travailler (15 à 64 ans) dans les pays membres devrait représenter 62 % de la population totale²¹. Par conséquent, les pays membres ont fait de la création d'emplois une priorité, non seulement pour compenser le chômage causé par la pandémie, mais aussi pour satisfaire la population en âge de travailler qui augmente.

Il en résulte une augmentation de la consommation et des taux d'épargne, ce qui se traduit par une croissance économique significative. Par conséquent, en soutenant les IDE et les flux du commerce, la SIACE contribue à la création de nouveaux emplois et au maintien des emplois existants. En 2020, la SIACE a mis l'accent sur le soutien des secteurs à forte prépondérance de main-d'œuvre, où d'importantes perspectives d'emploi ont été créées. La SIACE a assuré des activités à hauteur d'USD 58 millions dans les secteurs à forte prépondérance de main-d'œuvre, ce qui porte son total d'assurance pour ce secteur à USD 1,3 milliard depuis sa création. Ces secteurs à forte intensité de main-d'œuvre se trouvent principalement dans le secteur manufacturier, qui représente 98 % de toutes les activités assurées, et dans l'agriculture, qui représente les 2 % restants.

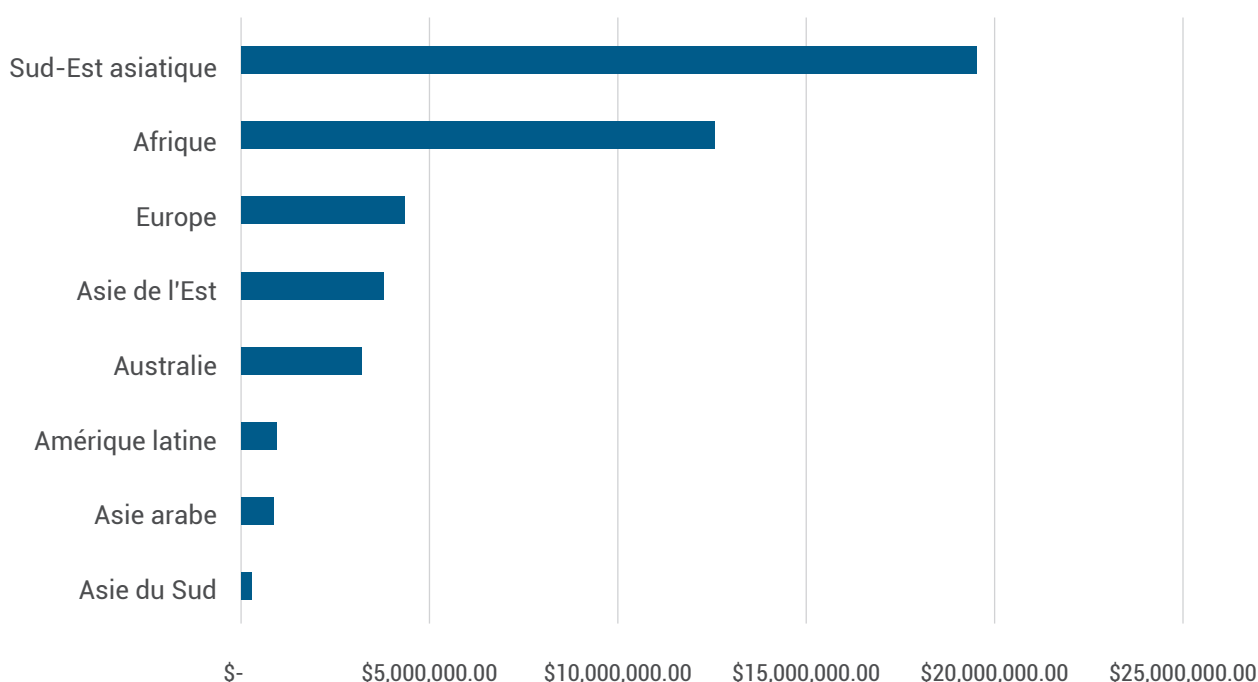
21 Projections de population mondiale de l'ONU

Amélioration de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire a toujours été une priorité pour la SIACE lorsqu'elle soutient les pays membres, et l'a été beaucoup plus pendant la pandémie de la COVID-19, les chaînes alimentaires ayant été perturbées en raison des fluctuations du commerce international. Bien que les pays membres aient fait de très grands progrès pour renforcer la sécurité alimentaire, la pandémie a miné ces progrès. Le renforcement de la sécurité alimentaire est crucial, car la nourriture est l'un des besoins fondamentaux de la survie

humaine. Pour la majorité des pays membres de la SIACE, l'importation d'aliments est un secteur stratégique crucial et la croissance démographique dans ces pays rend de plus en plus important un approvisionnement alimentaire sûr. La SIACE a aidé les pays membres à maintenir et améliorer la sécurité alimentaire en assurant des importations alimentaires essentielles. En 2020, la SIACE a assuré plus d'USD 42 millions d'activités dans le secteur agricole. L'assurance a couvert toutes les régions du monde (voir figure 16). En renforçant la sécurité alimentaire dans les pays membres, la SIACE contribue également à la réalisation de l'ODD 2, Faim zéro.

Figure 16 : Activités agricoles assurées par région (exposition)



Pour la majorité des pays membres de la SIACE, l'importation d'aliments est un secteur stratégique crucial et la croissance démographique dans ces pays rend de plus en plus important un approvisionnement alimentaire sûr.



Points saillants projets

Appui à des importations stratégiques d'aliments au Bangladesh

Pays membre	Bangladesh
Produit	DCIP
Client	State Bank of India
Volume	USD 17,1 millions (plafond de la SIACE)
Durée	180 jours



Rôle de la SIACE

La transaction a trait à l'importation de produits de base agricoles, à savoir du blé, au Bangladesh, un pays membre de la SIACE, grâce à des lettres de crédit (LC) émises par The City Bank, une des grandes banques commerciales privées locales au Bangladesh, et confirmées par la succursale de Singapour de SBI grâce à l'assurance de la SIACE, en vertu de l'Initiative de réponse d'urgence COVID-19 SIACE-ISFD (ICERI).

La SIACE a facilité les transactions en concertation avec l'ISFD en structurant une tarification préférentielle en vertu de l'ICERI pour que les pays membres et leurs importateurs puissent importer des denrées alimentaires essentielles à prix réduit durant cette période.



Contribution aux ODD

ODD 2 : Faim zéro – L'impact sur le développement est issu du soutien de la SIACE aux importations stratégiques d'aliments pour renforcer la sécurité alimentaire au Bangladesh.



L'AVENIR



La pandémie n'est pas terminée et la SIACE continuera à jouer un rôle névralgique en aidant les pays membres à naviguer les impacts sanitaires, économiques et sociaux de la pandémie de la COVID-19. Alors que le vaccin est déployé dans le monde entier, la SIACE jouera un rôle crucial en aidant les pays membres à acquérir et distribuer ce produit de première nécessité dans les pays membres. Ce soutien sera particulièrement crucial pour les LIC/LDC qui n'ont pas encore reçu les premières doses du vaccin. Les pays membres de la SIACE auront encore besoin d'appui pour surmonter les perturbations économiques et sociales laissées dans le sillage de la pandémie. Alors que les pays membres de la SIACE se remettent lentement des impacts de la pandémie, la SIACE sera là pour les accompagner et rebâtir une communauté de l'OCI plus saine, inclusive et résiliente.

Siège de la SIACE
BP 15722 Djeddah 21454
Royaume d'Arabie Saoudite
Tel.: (+966) 12 644 5666
Fax: (+966) 12 637 9755
E-mail: iciec-communication@isdb.org
iciec.isdb.org



ISSN 1658-435X